

Le traitement de la crise suite aux attentats du septembre

Débat organisé le 29 octobre 2001

Marcel Desvergne

*Directeur de l'Université d'été
de la Communication*

Ouverture

Lorsque Jean-Marie Charon est venu me proposer d'organiser des *Entretiens de l'information*, avec la Ligue de l'enseignement et un certain nombre d'autres partenaires, cela nous a intéressés immédiatement et nous avons évidemment répondu affirmativement. Depuis le mois d'août dernier, se déroulent ces Entretiens qui ont pour objet, non pas de traiter des questions de déontologie ou de responsabilité des médias, mais de partir d'exemples concrets pour mieux comprendre comment fonctionnent ceux qui ont une responsabilité exceptionnelle dans la société, c'est-à-dire les journalistes. Ces Entretiens se déroulent à Hourtin, et je remercie les organisateurs de ce choix, car c'est un lieu où, sans agressivité, sans propos déplacés, des journalistes, des responsables syndicaux, des patrons de médias peuvent discuter avec ce que l'on appelle aujourd'hui des représentants de la société civile.

Je vous remercie tous d'avoir répondu à notre invitation. La semaine dernière, certains d'entre nous étaient à Sarajevo pour la première Université de la communication de l'Europe du Sud-Est. Pendant trois jours, avec l'Institut Médiaplan, qui organise la manifestation en relation avec ce que nous organisons à Hourtin et à travers le monde, nous avons traité des questions liées à la communication mais, plus particulièrement liées aux médias. Ce n'est pas à vous que j'ai à dire combien les médias ont

eu, dans les années précédentes et, pour une partie d'entre eux, ont encore un rôle particulièrement important dans le cadre du lien social ou de la cassure des liens sociaux. Les questions que nous allons aborder aujourd'hui à travers une thématique très précise rencontrent l'intérêt et les préoccupations de ceux qui sont responsables de chaînes de télévision, de radios, de la presse écrite ou de sites Internet, responsables des médias de service public et également des médias indépendants. Pendant trois jours, on a bien vu que les gens avaient besoin de discuter entre eux et de confronter des points de vue. J'ai envie de placer cette journée un peu exceptionnelle sur cette idée que les questions que nous allons traiter aujourd'hui nous intéressent, en France, mais aussi, au delà, intéressent beaucoup ceux qui ont comme responsabilité de faire évoluer les sociétés.

Jean-Marie Charon

Chercheur

Nous sommes heureux que vous ayez répondu nombreux à notre invitation à venir débattre et réfléchir sur le traitement de l'information après les attentats du 11 septembre. Cet après-midi s'inscrit donc dans le cadre des *Entretiens de l'information*, qui constituent une démarche conjointe de journalistes, de formateurs, d'éditeurs, d'intellectuels, de chercheurs et d'associatifs de divers secteurs de la société. Certains sont présents en tant que syndicats, organisations professionnelles, entreprises, écoles, mouvements ou organisations, d'autres en tant qu'individus. Les Entretiens de l'information partent de la conviction que l'information et le travail des médias relèvent aujourd'hui d'un débat public largement ouvert sur la société. C'est pourquoi ils ont vocation à se tenir chaque année afin que nous revenions sur quelques sujets qui nous ont semblé mériter que nous en débattions et que nous les décortiquions dans leur mode de traitement. Le choc qu'ont constitué les attentats du 11 septembre, leur exposition médiatique exceptionnelle, la nature des problèmes posés pour les journalistes comme pour une société plurielle comme la nôtre, nous ont conduit à penser qu'il y avait urgence à organiser ce débat sans attendre l'été prochain. Le sénateur Louis De Broissia, que je tiens à remercier, a permis que ce débat se tienne ici, au Sénat, lieu symbolique du point de vue de la démocratie. LINA ayant pris l'initiative d'un débat sur le traitement des images elles-mêmes, nous avons pour notre part, privilégié deux thèmes: d'une part, l'organisation, dans les premières heures qui ont suivi les attentats, d'éditions spéciales, et la manière dont les rédactions se sont organisées

pour répondre à l'urgence et, d'autre part, la manière dont le compte rendu, le commentaire et l'expertise ont trouvé leur place dans le traitement de cette information. Nous entendons donc privilégier la parole des acteurs mais nous essaierons d'avoir des « tours de table » assez rapides pour vous donner le plus de temps possible pour intervenir et réagir aux propos qui seront tenus.

Premier débat : la conception et la gestion des éditions spéciales

Loïc Hervouet

Directeur de l'École supérieure de journalisme de Lille

Nous avons sélectionné la question des dispositifs, parce qu'elle est révélatrice d'un certain nombre d'éléments de ce que des rédactions se donnent comme moyens lorsque arrive un fait aussi important, qui secoue l'ensemble des médias. Je poserai tout d'abord trois questions concernant la manière dont ces dispositifs nous ont interrogés. Puis, nous demanderons à Jean-Claude Allanic, en tant que médiateur à France 2 : qu'avez-vous fait dans l'instant où vous avez appris ces événements et comment pouvez-vous nous restituer les interrogations principales du public? Ensuite, nous ferons le tour de table des trois responsables de rédaction de presse écrite, de radio et de télévision auxquels nous demanderons de répondre aux questions suivantes: qu'avez-vous fait dans la seconde où vous avez appris les événements et quelles difficultés avez-vous rencontré dans la mise en place de ces dispositifs? Qu'avez-vous imaginé de spécifique par rapport aux autres médias? Quels facteurs extérieurs pourraient aider la profession à progresser et à avoir des conditions de travail qui rendent de meilleurs services à l'ensemble du public? Enfin, je demanderai à Jacqueline Costa-Lascoux de revenir du côté du public et de la société civile pour nous donner son point de vue sur ce qui reste de cet impact de la couverture médiatique de ces événements. La première question que je poserai pour lancer le débat sur ces dispositifs concerne les problèmes de mainmise ou d'accaparement de l'antenne et, accessoirement, de déplacement vers les États-Unis: prend-on l'antenne? Combien de temps la garde-t-on? Avec les aspects positifs et négatifs d'une telle opération.

Les aspects positifs sont que prendre l'antenne « sur le dos » des programmes, c'est continuer à marquer que l'information reste prioritaire, que la publicité s'efface, que tout s'efface devant des choses aussi lourdes et c'est aussi une occasion d'intéresser un public nouveau,

qui n'est pas scotché en permanence devant les médias et qui redécouvre sous la pression de l'événement, le contenu des médias; tout comme le déplacement à New York, cela a l'avantage de donner une dimension, certes dramatisée, mais aussi humaine à une opération de ce genre. Le côté négatif, c'est que tout sacrifier à cette information-là, c'est assez rapidement s'exposer à un effet de boucle, de saturation, surtout lorsqu'il y a une raréfaction des contenus et de l'image, à un effet de parti pris: je ne crois pas que les télévisions arabes, dans leur ensemble, aient arrêté leurs émissions. En second lieu, les difficultés techniques, financières ou logistiques ont des conséquences de contenu: les États-Unis ont été inaccessibles pendant trois jours, tout comme l'Afghanistan, et cela a créé une prime aux médias qui ont déjà fait de l'investissement en matière internationale et qui ont, par exemple, un envoyé spécial en Afghanistan ; ou qui ont déjà des dispositifs permanents à New York.

Enfin, le dernier point concernant ces dispositifs est celui du cadre dans lequel on se met en place, des précautions que l'on prend, de la gestion de ces précautions et de la cellule de crise que l'on installe. On sait que l'action doit aller vite: quel contrôle les rédactions en chef et les spécialistes installent-ils sur leurs propres pratiques professionnelles? Il sera intéressant de savoir ce que les acteurs de cette mise en scène médiatique ont eux-mêmes mis en place pour s'auto-surveiller et pour contrôler leur propre parole et leur propre langage.

Jean-Claude Allanic

Médiateur, France 2

Il est un peu paradoxal qu'un médiateur prenne la parole en premier puisque, par définition, il n'intervient pas dans la confection de l'information et dans la couverture des événements, mais qu'il est un observateur qui intervient après, une fois que les lecteurs, les auditeurs ou les téléspectateurs ont réagi et, comme tous les médiateurs, j'ai reçu beaucoup de courrier. Je n'aborderai pas la question des dispositifs puisque les personnes qui m'entourent sont beaucoup plus qualifiées que moi pour expliquer comment cela s'est passé. Pour France 2 comme pour les autres médias, j'ai l'impression que cela a été relativement simple, puisque les seules images immédiates étaient celles en provenance des États-Unis et celles-ci étaient suffisamment fortes pour que l'on n'aille pas en chercher d'autres. Une raison circonstancielle a touché les différentes chaînes de télévision: les correspondants étaient en vacances et, en ce qui nous concerne, c'était le cas à New York puisque, depuis quelques années, nous avons décidé, pour faire des économies,

de ne plus remplacer les correspondants en vacances, avec l'argument avancé par nos directeurs qu'actuellement, où que l'on soit dans le monde, il est toujours facile de rejoindre en quelques heures l'endroit où se passe l'événement; finalement, on a eu la démonstration que ce n'est pas toujours aussi simple.

Les premières réactions ont été des réactions d'émotion, avec des témoignages assez étonnants. On écrivait au médiateur comme s'il était un « confesseur », et j'ai reçu beaucoup de courrier provenant de Français de New York pour faire part de ce qu'ils voyaient; ils ne demandaient pas spécialement qu'on en parle à l'antenne, mais ils me transmettaient directement leurs émotions. On a donc vu ces images étonnantes, puis, au bout de quelques jours, on a commencé à nous dire que nous tournions en boucle et qu'il fallait passer à autre chose: on nous a fait le reproche de nous complaire dans la projection d'images violentes dans le but de faire de l'Audimat. Il y a eu des réactions très fortes de téléspectateurs et j'ai eu le sentiment que tout le monde ressentait de la culpabilité devant ces images: nous, journalistes, étions « voyeurs », nous les donnions à voir et, de ce fait, les spectateurs eux-mêmes étaient « voyeurs » et ils nous reprochaient d'être fascinés par ces images qu'on leur montrait, le journaliste devenant alors le bouc émissaire. Au bout de quelques jours, la nature du courrier a un peu changé, et on nous a reproché d'avoir beaucoup parlé des Américains qui étaient bloqués en France sans pouvoir rentrer chez eux et de ne pas évoquer les nombreux Français bloqués aux États-Unis. Nous n'en parlions pas parce que nous n'avions pas d'équipe sur place et que, le temps de trouver la possibilité, par des moyens plus ou moins détournés, de nous rendre à New York et à Washington, nous étions prisonniers des images que nous envoyaient les Américains. Nous avons eu la chance d'avoir un journaliste en vacances à Washington, Philippe Gassot: il a pu se rendre à New York et remplacer notre correspondant, lui-même en vacances en France.

Les premières réactions ont été également: « *Nous sommes tous Américains!* », selon la formule d'un éditorial d'un grand journal du soir. Puis, très vite, on nous a fait remarquer que « *nous ne sommes pas tous Américains* », et que nous manquions d'un certain recul: la société française cultive depuis quelques années un certain anti-américanisme -plus ou moins primaire selon les cas- et ce sentiment, qui s'est tu dans l'immédiat des attentats, par décence et devant l'émotion, a ressurgi après quelques jours. Ce qui a fait basculer les choses a été la couverture que nous avons faite des trois minutes de silence, comme si le monde entier les avait observées. Or, d'une part, tous les pays du monde ne les ont pas observées et, d'autre part, en France, cela a également été le cas d'un

certain nombre de personnes: on nous a donc fait le reproche de ne pas en avoir parlé, de ne pas leur avoir donné la parole. Des téléspectateurs ont observé que dans certaines banlieues, il y avait eu des manifestations de joie, un peu provocatrices, émanant en majorité de jeunes, et qu'il faut prendre avec précaution : nous n'en avons pas parlé, peut-être parce que nous ne voulions pas les amplifier et peut-être aussi parce que nous étions nous-mêmes un peu gênés.

Très vite, le sentiment anti-américain est redevenu majoritaire dans mon courrier. C'est tout le problème de la représentativité du courrier adressé à un médiateur, des majorités silencieuses et des minorités qui s'expriment de manière virulente et militante. Je ne prétends donc pas qu'il s'agisse de l'opinion générale du public, mais c'est cette évolution que j'ai pu constater. J'ai pu observer également un phénomène très nouveau et intéressant : la prise de parole de la communauté musulmane. Celle-ci est peu représentée à la télévision, même si elle commence à l'être à l'intérieur des rédactions par l'intermédiaire des journalistes, elle est peu représentée dans les reportages, sinon à la rubrique des faits divers, et elle s'est exprimée pour la première fois pour nous demander de ne faire l'amalgame, ni entre le terrorisme et l'Islam, ni entre le monde arabe et l'Islam.

Les téléspectateurs ont donc évolué petit à petit vers une sorte de recul par rapport à l'événement. Ensuite, lorsqu'on est passé au stade de la riposte, le courrier a encore été différent, presque classique, franco-français, dans lequel on retrouve les clivages de la Guerre du Golfe, qui se font en fonction des partis politiques français et non plus par rapport à la situation réelle. Je voudrais signaler aussi un phénomène étonnant : l'importance des rumeurs. Parmi les plus folles, il y a eu celle selon laquelle tous les Juifs, ce jour-là, n'étaient pas venus travailler au World Trade Center et que, donc, le Mossad était responsable des attentats. Une autre rumeur a concerné la liesse des Palestiniens: pour notre part, nous avons montré des images d'une poignée de Palestiniens manifestant à Jérusalem Est; il y a eu une manifestation plus importante à Ramallah, mais l'Autorité palestinienne a empêché les équipes de télévision de tourner; la rumeur, partie d'une université brésilienne, a couru qu'il s'agissait d'images d'archives datant de 1991 et que c'était une manipulation, « *CNN ayant reconnu que ces images avaient bien été manipulées et ayant présenté des excuses publiques* », alors que CNN n'a pas présenté d'excuses, puisque ces images, tournées par l'Agence Reuter, étaient bien réelles.

Enfin, autant pendant la Guerre du Golfe on nous a fait le reproche de nous aligner sur CNN, autant, on nous a fait là le reproche de nous

aligner sur Al Jazirah et de trop donner la parole à Ben Laden. Il est vrai que dans une situation de crise, les commentateurs doivent réagir très vite, et ce n'est pas toujours très facile: à un moment, un présentateur a dit que nous « venions de recevoir “des images” », le public ayant l'impression que nous les avions diffusées telles quelles, alors que ce n'était absolument pas le cas, puisque nous les avions visionnées et montées. Contrairement à ce que nous ont reproché beaucoup de téléspectateurs, nous ne diffusons aucun sujet sans qu'un rédacteur en chef ne l'ait vu.

Concernant la manière dont nous avons mis en place le dispositif, nous avons pris l'antenne immédiatement, et nous l'avons gardée jusqu'à minuit. C'était important pour France 2, car il s'agissait de deux nouvelles équipes qui venaient de se mettre en place avec Daniel Bilalian et Marie-Pierre Farkas au journal de 13 heures et avec David Pujadas et Pascal Guinier au journal de 20 heures. Finalement, tout a très bien fonctionné, et la rédaction s'est bien mobilisée. Il n'y a eu qu'un tout petit « couac », méchamment souligné par les téléspectateurs qui manquent parfois d'indulgence: à minuit, après avoir pris l'antenne à 15 h 30 environ, David Pujadas a terminé en disant « *Merci et l'info continue sur LCI !* »

Thomas Ferenczi

Le Monde

Il n'y a plus guère d'émissions spéciales dans la presse, comme c'était le cas autrefois, c'est-à-dire des numéros publiés à des horaires différents des numéros habituels: pour un journal comme Le Monde qui paraît en début d'après-midi, ce pourrait être une édition en fin d'après-midi pour tenir compte d'informations nouvelles. Cela existait autrefois parce qu'on estimait que les lecteurs ne pouvaient pas rester privés d'informations alors que des événements importants se produisaient: aujourd'hui, la radio et la télévision jouent ce rôle. On peut dire que Le Monde 2, notre mensuel illustré qui a publié un hors série entre son numéro normal de début septembre et son numéro normal de début octobre, a ainsi publié une édition spéciale, mais en ce qui concerne notre quotidien, nous avons donné au numéro du 12 septembre daté du 13 le statut d'édition spéciale parce qu'il était consacré presque exclusivement aux attentats, et nous avons publié régulièrement, et nous continuons de le faire, des suppléments spéciaux.

En vérité, ce qui était « spécial », c'était la mobilisation de toute la rédaction, aux trois niveaux de notre travail. C'était d'abord le cas au niveau de l'information, avec un appel à toutes les énergies, à commencer

par celles de nos correspondants et envoyés spéciaux. Aux États-Unis, il se trouve que deux de nos correspondants, Patrick Jarrod à Washington et Éric Lézer à New York, venaient juste de prendre leur poste. En Asie, notre correspondante en Inde, Françoise Chipot, se trouvait à Kaboul en reportage. Dès que cela a été possible, les uns et les autres ont été renforcés par une dizaine d'envoyés spéciaux. À Paris, nos divers spécialistes se sont également mobilisés: celui des affaires militaires, Jacques Isnard, le journaliste chargé de l'architecture, plus tard ceux chargés de la médecine pour tout ce qui est lié au terrorisme, un journaliste parlant l'arabe auquel nous avons demandé de regarder Al-Jazirah... Tous les services se sont sentis concernés.

Le besoin d'informations était particulièrement aigu, parce que c'était un événement extraordinaire à tous points de vue et aussi parce qu'il mettait au premier plan une région du monde assez mal connue en France. Le deuxième niveau est celui du commentaire, de l'explication, du jugement et de la mise en perspective, d'autant plus nécessaire que tout cela était extrêmement déroutant et que nous avons beaucoup à apprendre sur l'Islam, les talibans, les forces en présence, ainsi que sur l'Amérique, ses réactions et ses transformations après l'événement. Il y a eu des prises de position: on a beaucoup parlé de l'éditorial de Jean-Marie Colombani, mais, pratiquement tous les jours, nos editoriaux ont pris position sur le déroulement des événements, sur l'attitude des États-Unis, etc. Dans la partie du journal qui s'appelle « Horizons », nous avons essayé de faire appel au plus grand nombre de voix, notamment étrangères, avec des analyses et des enquêtes. Cela a également été le cas dans la page « Entretiens » du lundi et dans la page « Histoire » du samedi, qui a d'ailleurs été ensuite absorbée dans des suppléments. La question s'est posée de savoir jusqu'à quand la quasi-totalité du journal devait être consacrée à l'événement. Pendant au moins quinze jours, pratiquement tous les articles d'analyse et de réflexions, beaucoup d'editoriaux et l'essentiel de la couverture internationale ont porté là-dessus. Il y a eu débat et le responsable du service « International » s'est plaint de ce que beaucoup de régions du monde aussi intéressantes étaient sacrifiées, mais la direction de la rédaction a tranché en disant que l'événement justifiait que la quasi-totalité de notre couverture y soit consacrée.

Un troisième niveau est celui de l'approfondissement et des dossiers spéciaux: ce sont des suppléments de quatre, huit, parfois douze pages dont Laurent Greilsamer est responsable. Au fil des années, il y en a eu sur des sujets extrêmement divers comme le PACS, la parité, la guerre du Kosovo. On a recouru de manière un peu plus systématique à ce

procédé, sur la guerre chimique et bactériologique, sur l'islam, sur l'Afghanistan, sur le Pakistan et il y en a un en projet sur le blanchiment de l'argent sale, sur l'anti-américanisme. Cela demande beaucoup de travail à des gens qui sont déjà très occupés par l'information quotidienne, et qui commencent à être fatigués. Cela implique également un investissement financier, puisque cela demande des pages supplémentaires alors que, pour des raisons liées à la baisse de la publicité, la décision avait été prise de diminuer la pagination et celle-ci n'a pas eu lieu. Les frais de reportages sont évidemment également très importants. Je ne sais pas ce que nous avons fait de mieux que les autres mais je peux dire qu'il est arrivé que nous saisissons, chez nos confrères, une idée que nous trouvions excellente pour la reprendre à notre manière: nous n'avons pas la prétention d'être forcément les meilleurs tout le temps. Ainsi, si nous nous interrogeons sur nos lacunes, je pense qu'il faut souligner une certaine ignorance des sociétés musulmanes et je crois que c'est encore ce qui manque aujourd'hui dans la couverture des événements. De même, nous manquons de journalistes parlant arabe. C'est également vrai en ce qui concerne l'Asie, qui n'a pas été dans la zone d'influence française et que, de ce fait, on ne connaît pas bien, ainsi que l'Arabie Saoudite, qui est un pays dans lequel on ne peut que très difficilement entrer et pour lequel il reste des points d'ignorance importants. Nous ne risquons pas la saturation de l'information qui a été évoquée : il y a tellement de choses à dire, à comprendre, tellement d'angles à trouver et à traiter que nous pouvons parler pendant encore de nombreux mois de ce sujet.

Bertrand Vannier

France Inter

On a coutume de dire que l'on se souviendra toujours de l'endroit où on était quand on a appris la mort de John Kennedy et, personnellement, je m'en souviens. J'ai l'impression que ce sera un peu la même chose: on se souviendra longtemps, peut-être toujours, de ce que l'on faisait et d'où on était lorsqu'on a appris qu'un avion, puis deux avions s'étaient écrasés sur les Twin towers de New York. Je l'ai appris en écoutant France Inter dans ma voiture: j'ai entendu la première intervention de Laurence Simon, notre correspondante à Washington, et je suis ensuite allé à l'antenne, la première fois à 15 h 22 puis à partir de 15 h 30 jusqu'à 19 heures. Sur France Inter, nous avons occupé l'antenne jusqu'au mercredi suivant pratiquement en permanence. Nous avons d'abord construit des éditions spéciales, en supprimant tout ce

qu'il y avait d'habituel à l'antenne puis, ensuite, en consacrant toute l'antenne à ce sujet-là, mais en retrouvant les émissions habituelles: par exemple, Pascale Clark a repris rapidement son émission, mais en consacrant la thématique de celle-ci à ce qui se passait aux États-Unis. Nous sommes arrivés aux États-Unis pour faire les émissions en direct, le dimanche matin. Il est important de souligner qu'à France Inter nous avons un avantage et un inconvénient. France Inter appartient au groupe Radio France et l'avantage est que nous ne sommes jamais seuls puisque, aujourd'hui, Radio France a huit envoyés spéciaux à l'étranger: entre les États-Unis, le Pakistan, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan, il y a trois journalistes de la rédaction de France Culture, deux journalistes de la rédaction de France Info, trois journalistes de France Inter, auxquels il faut ajouter les correspondants. Nous pouvons donc mettre sur nos antennes respectives les moyens de tout un chacun. Pour la première fois dans l'histoire de France Inter ou de Radio France, nous avons loué un avion privé que nous avons partagé avec France 2, France 3 et RFI: le dimanche, nous étions 37 aux États-Unis, entre New York et Washington pour toutes les antennes de Radio France. Cela fait beaucoup et je pense que c'est ce qui fait que nous pouvons offrir de la bonne antenne à nos auditeurs.

L'inconvénient, en revanche, est que chacune des parties de Radio France fait ce que l'on attend d'elle. France Inter a fait beaucoup sur ce qui s'est passé aux États-Unis et sans doute une journée de top, tout simplement parce que nous étions frustrés de n'être arrivés à New York que le dimanche. Cela a coûté très cher - 3 millions de francs pour l'ensemble de Radio France - mais c'est une question que nous ne nous sommes jamais posée. Pour un journaliste, c'est extraordinaire d'avoir eu cette possibilité. Nous en avons tiré deux enseignements principaux. Le premier est que nous avons quand même eu raison de nous souvenir, comme tout le monde, qu'avant New York et l'Afghanistan, il y avait eu la Guerre du Golfe, le Kosovo et Timisoara, ce qui fait que, sur France Inter, nous n'avons utilisé que peu de consultants, c'est-à-dire des personnes qui reviennent de façon récurrente - un général pour les questions de défense et d'armée, un médecin pour les questions psychologiques, etc, et qui constituent un « cabinet de consultants ». Nous avons souvent utilisé deux personnes, qui sont Nicole Bacharran et Thomas Stanton pour ce qui est des États-Unis, mais nous avons surtout essayé de varier et de ne pas nous enfermer derrière « le » spécialiste qui vient faire des heures et des heures d'antenne et qui, souvent, répète la même chose.

Nous en avons tiré un deuxième enseignement, qui est une sorte de découverte pour France Inter: nous avons fait beaucoup d'heures d'antenne ouverte. Ce n'est pas à France Inter qu'il faut expliquer ce qu'est la relation avec l'auditeur puisque « Le téléphone sonne » existe depuis de très nombreuses années, mais nous le faisons sur un thème avec des invités et ce n'est pas de l'antenne ouverte. Là, nous avons fait plusieurs heures d'antenne, pendant lesquelles nous donnions notre numéro et nous disions aux auditeurs qu'ils pouvaient téléphoner. Nos auditeurs savent beaucoup de choses et cela a été très enrichissant, car cela nous a fait progresser dans la réflexion que nous menions sur ce que nous allions faire ensuite. Il faut être honnête et, nous, journalistes, nous « prenons notre pied » lorsque se produisent de tels drames. Le nier est une forme d'hypocrisie. La rédaction de France Inter, qui est parfois fatigante, difficile à supporter, est extraordinaire dans de tels moments: c'est un moment passionnant à vivre, tout le monde arrive, 99 % de la rédaction étaient présents, même ceux qui étaient en vacances à l'autre bout du monde téléphonaient pour savoir s'ils devaient rentrer immédiatement. Il y a un effet de consolidation d'une équipe qui est l'une des conséquences de tels événements. Les journalistes sportifs ont participé à la couverture de l'événement, dans les premiers jours, en faisant les flashes puisque nous avons créé des rendez-vous tous les quarts d'heure. C'est un effet induit et interne qui est important à souligner. En ce qui concerne l'audience, nous la connaissons le 15 novembre, mais on peut parier que le premier bénéficiaire de ce qui s'est passé à New York est France Info. J'espère que nous aurons aussi un effet positif en raison de la position que nous avons essayé de prendre, au-delà de la première après-midi, en tentant d'expliquer le plus possible.

Hervé Brusini

Direction de la rédaction, France 3

Concernant l'audience des télévisions, le premier jour, TF 1 fait x, France 2 fait la moitié et nous la moitié de France 2. Dans les journaux du soir, TF 1 fait 40 %, France 3 est à 31 ou 32 % et France à 24 ou 25 %. Chez nous, nous n'avons pas de correspondants, donc, nous n'appelons personne! Si ce n'est qu'il y a des gens en vacances, que « Thalassa » est en tournage là-bas, qu'une jeune pigiste de la rédaction nous appelle et que nous contactons une vieille connaissance, Françoise Champey. Nous prenons l'antenne et, comme partout, la mobilisation est totale. On prend tout de suite conscience de la pluralité stupéfiante, au plein sens du terme, presque physique, psychologique et intellectuelle de ce qui se passe: on

est à la fois devant une enquête au sens judiciaire du terme, de la géostratégie, du pilotage d'avion, de l'architecture, de l'histoire du terrorisme, etc. On doit acquérir une quantité considérable de connaissances et, dans la mesure où on essaye d'être modeste parce que l'événement vous l'impose, on demande quand même à un certain nombre de consultants de venir. Là aussi, le syndrome du Golfe frappe, au bon sens du terme: vous ne remettez pas l'antenne aux consultants, mais vous venez prendre chez lui le savoir utile à l'éclairage de tel ou tel point. Ainsi, Air France ne voulait absolument pas que les pilotes qui étaient accessibles à l'antenne viennent s'exprimer, donc ils venaient en disant qu'ils étaient présidents d'un aéroclub ou d'une association.

Puis, le troisième jour, nous avons fait une grande réunion, qui s'est terminée très tard dans la nuit parce qu'en 1995, nous avions réalisé un numéro spécial de « La marche du siècle » qui s'appelait « *Le Coran et la kalachnikov* », dans lequel quinze minutes étaient consacrées à Ben Laden, à une époque où il n'y avait pas d'images sur lui mais où nous savions que le personnage était déjà digne d'intérêt. Nous avons donc réutilisé un certain nombre de ces images et, surtout, fait venir tous ceux qui avaient contribué à fabriquer cette émission. Nous nous sommes rapidement dit qu'il fallait resituer cela dans un contexte plus large: nous commençons à y voir plus clair sur qui était désigné comme éventuel responsable du dossier et, comme nous ne pensions pas à une génération spontanée de ce terrorisme, nous nous sommes dit qu'il fallait consacrer une grande émission à tout cela. Nous avons donc envoyé une dizaine d'équipes, dès que nous l'avons pu, aux États-Unis, au Pakistan, au Yémen, en Afghanistan, en Égypte... Bref, l'enfer budgétaire! Cela se chiffre par millions de francs, et je pense que le « coup de boomerang » de ma direction générale ne manquera pas d'avoir lieu! Il y a donc un dispositif à plusieurs étages: l'envoi de reporters sur le terrain pour le journal auxquels on demande aussi des éléments pour le magazine, une mobilisation de quelque chose dont on parle peu, la pen box, y compris l'intervention de Michel Leconte - qu'utilise aussi France 2 - qui fait des images en trois dimensions permettant de montrer ce qu'est un territoire montagneux, la carte de l'Afghanistan, du Pakistan, parce que l'on sait que l'on va avoir un gros travail d'infographie pour répondre à la demande de savoir et de compréhension du public: c'est capital, cela n'a l'air de rien, cela coûte très cher et, en même temps, c'est une clé.

Après les reporters et l'infographie, le troisième temps est la définition d'un certain nombre de dossiers, comme les pratiquent aussi *Le Monde* et d'autres journaux de presse écrite. Il est absolument nécessaire d'aborder un certain nombre de questions, y compris le wahhabisme, que vous ne pouvez pas ne pas expliquer. Cela signifie

qu'en ce qui concerne le jour où les frappes ont eu lieu, nous avons un certain nombre de grands dossiers de ce type, sur l'environnement de Bush, sur les hommes de Ben Laden, que nous avons pu mettre à l'antenne, ce qui nous a permis au fur et à mesure où le temps passait, d'attendre l'arrivée du Président de la République qui avait annoncé, vers 19 h 15, qu'il s'exprimerait : ne sachant quand allait avoir lieu cette prise de parole, ces dossiers que nous avons prévus, les quelques directs que nous avons à notre disposition et les intervenants nous ont permis d'attendre. Puis, nous avons « rendu l'antenne ».

Je ne suis pas sûr que nous ayons quelque fierté à avoir. Nous faisons quelque chose qui nous tient extrêmement à cœur et j'y insiste, parfois également avec les équipes rédactionnelles: nous affichons plan par plan les factuelles de frappe; je souhaite que tout soit incrusté, et que nous ayons à l'image l'identification des origines plan par plan. C'est parfois un peu lourd, mais je trouve que cela donne une lisibilité différente des récits sur les lieux mêmes que nous ne « maîtrisons » pas dans notre savoir journalistique. Parfois même, cette exigence de rigueur oblige les journalistes, dans les commentaires, à revenir à une citation des agences de presse écrite elles-mêmes. Je trouve que c'est un acquis et c'est l'une des leçons tirées de la Guerre du Golfe qui permet d'afficher la relativité de notre savoir et de faire une vraie différence par rapport à l'exercice du reportage. L'un des grands périls est que nos journaux deviennent un grand « shaker à images » absolu: d'une part, un dossier fait à coup d'images d'Al-Jazirah, de quelques images d'agence, d'un consultant interviewé dans un couloir ou sur une passerelle, d'autre part un reportage ou une interview faite en direct en plateau, obéissent à des perceptions extrêmement différentes du geste journalistique, et il faut qu'il y ait affichage de la différenciation profonde de tous les éléments constitutifs du journal. Sinon, on va vers une banalisation de l'image, de l'événement et de ce que cela représente et on ne sait pas à quel regard on a affaire, sur quel type d'appréhension on fonctionne.

À côté du devoir d'affichage des sources, il y a le devoir d'affichage de ce que fait le journaliste en tant que tel à la télévision. L'histoire est un point capital pour comprendre cette affaire: l'entrelacs et la complexité du jeu des uns et des autres est tellement puissant qu'il faut absolument faire de l'histoire, surtout lorsque les témoins acceptent de parler, ce qui est le cas avec les gens de la CIA ou avec un certain nombre de représentants diplomatiques du Pakistan, et on est stupéfait devant le cynisme des nations, devant les intérêts pétroliers, devant la duplicité des uns et des autres. C'est une sorte de dévoilement de la réalité du fonctionnement de l'actualité mondiale et c'est absolument passionnant.

Enfin, je trouve lamentable le silence politique sur l'affaire, triste l'absence de parole des uns et des autres sur la nécessité de faire entendre la non confusion des combats entre l'Islam et le terrorisme islamiste - si tant est que le mot ait une signification réelle. Nous devrions, en tant qu'acteurs des médias, avoir un autre type de relation avec les responsables des pouvoirs publics en général et tous ceux qui ont la capacité de prendre la parole publiquement. L'impact sur notre territoire, sur nos voisins, est trop puissant pour laisser cela dans une sorte de bouillonnement où l'on essaye que ce qui va se passer en Afghanistan, au Pakistan, se règle tout seul, sans que des traces profondes ne restent dans la société française. Il y a là une sorte de repli stratégique des uns et des autres, même si un certain nombre de hauts responsables disent qu'il ne faut pas faire de confusion: mais l'incantation est là, limitée et ponctuelle, cela ne va pas au-delà, et c'est largement insuffisant. Le 11 septembre envoie un défi considérable à la société française et, pour l'heure, cette société le regarde quelque peu transie, en se demandant bien sur quoi cela va déboucher et, en ce qui me concerne, l'éventualité d'un dérapage me fait extrêmement peur.

Jacqueline Costa-Lascoux

Présidente de la Ligue de l'Enseignement

Pour avoir travaillé avec des jeunes de Gennevilliers, Corbeil-Essonnes, Saint-Denis, Argenteuil, dans les Bouches-du-Rhône, et aussi pour avoir fait un travail de réflexion dans nos associations, il y a non seulement eu un événement historique, mais aussi la perception par les citoyens que quelque chose s'est passé dans les médias. Il y a eu une résonance forte entre les citoyens et les médias, une rencontre, avec des réactions évidemment contradictoires, mais qui correspondent aux interprétations différentes que l'on peut avoir des événements. Par exemple, il est vrai que certains sont descendus dans les caves pour pouvoir exprimer toute leur joie et pour regarder Ben Laden. C'est vrai qu'il y a eu des manifestations anti-américaines, mais avec aussi bien des aspects ludiques, des aspects de provocation, avec des réactions de conviction et, notamment, des réactions très fortes à l'humiliation ressentie. Nous ne mesurons pas à quel point, dans beaucoup de quartiers, existe, chez les jeunes et pas seulement chez les jeunes musulmans, un sentiment d'humiliation et on ne parle pas de ce qu'ils vivent.

À propos de cet événement historique, quelque chose s'est passé, comme s'ils entraient dans l'histoire, avec aussi de nouveaux héros.

Passer de CNN à Al-Jazirah a été entendu comme « *Vous voyez, Ben Laden, Bush, égalité !* » La force de l'image est ici très puissante, ainsi que le fait d'être dépendants de médias que l'on ne connaissait même pas, et qui peuvent diffuser sur le plan mondial. Il est vrai que les trois minutes de silence ont été un moment fort de mobilisation chez les uns ou, au contraire, de dissension et de discours politiques contre ces trois minutes elles-mêmes. Je n'y insisterai pas. Il y a aussi, parallèlement, la pertinence des questions des élèves à leurs professeurs le lendemain matin, et tous les jours qui ont suivi. Grâce aux médias, on a refait, de façon intelligente, de l'éducation civique. Il y a eu de vrais débats, avec des questions tellement pertinentes de la part des jeunes qu'elles ont vraiment été remarquées par les enseignants. Cela a été l'occasion d'une réflexion sur le traitement de l'image, visuelle et « sonore », sur la diversité des points de vue, sur les différents types de débats que l'on peut avoir, et les enseignants ont tous souligné la grande différence par rapport à ce qui s'est passé au moment de la Guerre du Golfe, comme si les médias permettaient enfin un vrai débat avec les jeunes. Là encore, un certain nombre de déceptions ont été exprimées: on aimerait entendre un peu plus des jeunes qui se réclament de l'Islam, de la diversité de ces paroles, on aimerait en savoir un peu plus sur cette géopolitique.

Donc, il y a une demande d'information dont je ne crois pas qu'elle ira en diminuant. Qu'est-ce qui fait événement? Un événement historique, qui se veut un événement majeur puisqu'on bouscule toute la programmation pour lui consacrer une édition spéciale, est-ce simplement un événement créé par les médias? La question a été posée, notamment par beaucoup de jeunes. Il y a eu une sorte d'interrogation sur ce qui était vrai et ce qui ne l'était pas: cet accaparement de l'antenne ne dissimule-t-il pas une sorte de manipulation? En même temps, des questions fortes ont été soulevées: les morts n'ont-ils pas le même poids et la même valeur selon qu'ils sont à Manhattan ou au Rwanda? Il n'y a pas que des intellectuels qui ont posé ces questions, mais aussi des collégiens ou des lycéens. En tout cas, grâce aux médias, il y a eu ce sentiment qu'un changement profond était en train de s'opérer. Quelque chose faisait événement et on ne pouvait plus se permettre la dénégation. Les images, les mots étaient là. L'événement, c'est aussi la conscience d'une responsabilité. Cette édition spéciale, sous toutes ses formes, c'est la question de la prise de conscience de la signification et du poids d'un événement que l'on ne traite pas comme les autres.

D'une manière un peu plus négative, on peut également dire que dans un pays comme la France, on est décidément un peu trop dépendant de CNN. D'où viennent les sources? Beaucoup de jeunes filles ont

remarqué qu'il y a beaucoup de reporters femmes et cela est très important pour l'égalité entre hommes et femmes chez les jeunes que de voir la qualité de ces femmes très bons reporters. C'est une image extrêmement forte. Mais, c'est aussi l'idée suivante : « *Qui pourra nous dire ce que c'est ?* ». État de guerre ? Guerre ? Avec tout un phénomène de rumeurs sur lequel nous avons pu travailler de manière extrêmement intéressante avec les jeunes, ce qui n'avait pas été possible au moment de la Guerre du Golfe, car tout le monde était dans la virtualité. Il y a là une distanciation, avec une très grande interrogation sur la question : « *Où est le pouvoir ? Qui décide ? Qu'est-ce que cette guerre des services secrets ?* » Nous avons tous été heureux d'observer une demande de traitement démocratique de l'actualité contre la haine, la peur et le racisme. Il y a une prise de conscience du fait que devant de tels événements, il y a sans cesse un risque de basculement. Comment traite-t-on l'événement ?

En ce qui concerne la question des spécialistes, quelque chose ne passe plus du tout : les consultants attirés. Les jeunes ne veulent plus de ceux qui viennent avec leur vérité. De même, ces fameux experts prophétiques, ces intellectuels qui veulent essayer de prouver que le titre de leur dernier livre n'est pas une erreur, ne passent plus du tout. Il y a une demande extrêmement forte de hiérarchisation de l'information, avec le désir que les journalistes fassent leur travail et ne se réfèrent plus à des consultants. Ils ont envie d'avoir les informations, les images, les citations - et l'origine de celles-ci, pour éviter précisément les rumeurs - et ils ne veulent pas que l'on confonde la minute de l'expert attiré avec le travail du journaliste. Il me semble que c'est un progrès considérable que cette sorte de défiance à l'égard de ceux qui se disent spécialistes. Je pense notamment à de jeunes Musulmans qui en ont un peu assez que l'on parle en leur nom : ils aimeraient bien qu'on leur donne la parole de temps en temps pour qu'ils expliquent ce qu'ils vivent, tout comme ils voudraient que l'on donne davantage la parole à des journalistes qui sont dans les pays où les événements se déroulent ou dans des pays avoisinants et qui, peut-être, se sont révélés d'excellents journalistes.

Un point important est la fascination des images et leur empreinte durable. Il a été souligné que l'on se souviendra du moment et du lieu où l'on a appris les événements du 11 septembre. Là aussi, je pense que l'on a trop dit, jusqu'à maintenant, que les médias ne travaillaient que dans l'instantanéité, le fugace, l'éphémère : on s'aperçoit, lorsque se produit un événement historique de cette portée, que ce n'est pas vrai et qu'il y a une portée, avec une culture médiatique qui ne travaille pas que dans l'instantanéité et le débat continue très longtemps après, avec

des références en amont. Contrairement à ce que l'on croit, les jeunes écoutent plus la radio qu'ils ne regardent la télévision et, semble-t-il, les débats ont été beaucoup développés à la radio, parce qu'il y avait des émissions où les auditeurs pouvaient s'exprimer. Donc, cette irruption de la société civile est vraiment importante par rapport à ce qui pourrait être parfois considéré comme un peu contraignant dans l'image.

Ceci renforce la nécessité d'une formation aux médias. Il me semble qu'est enfin passée dans l'esprit du corps enseignant l'idée que l'on ne peut plus travailler à l'École sans une réflexion sur la culture médiatique et sans acquérir celle-ci. La formation aux médias est aussi la distance critique que l'on peut avoir et la demande que l'on fait « remonter », parce que l'on a envie d'en savoir plus ou d'être mieux informé pour échapper aux rumeurs. Il y a une relativité des savoirs. On a dit que les jeunes ne savaient pas s'ils étaient dans la virtualité ou pas. On pouvait se poser la question car, notamment, il y avait une grande qualité d'images, y compris sur le plan esthétique avec des vues de New York étonnantes. On pouvait se demander si cela allait nuire à la prise de conscience de la signification. Si certains, très jeunes, n'ont pas très bien compris ce qui se passait et ont certainement ressenti cela avec angoisse - parce qu'il y avait le côté « agression » mais aussi « virtualité », est-il possible, pour éviter la manipulation, par des impressions d'images virtuelles, de toujours faire des sortes de « décrochages » permettant de qualifier ce que l'on voit? Cela éviterait de faire la confusion entre l'image en direct, la reconstitution, la retransmission, etc. C'est la même chose pour l'écrit: qui parle et comment mieux identifier la source?

Cela nous amène à la place de la société civile dans tout cela. Elle n'est pas très présente. Il est bien d'avoir des débats avec des experts, mais il est aussi extrêmement intéressant de montrer qu'aujourd'hui les médias sont à l'image de la diversité culturelle des citoyens, de la diversité du monde. On aimerait, comme le fait par exemple Courrier International, lorsqu'un événement se produit, avoir cette pluralité d'éclairages. C'est bien qu'il y ait la voix de la province et non seulement celle de Paris: or, malheureusement, très souvent les experts sont parisiens. Cette diversité culturelle doit être vraiment présente parce qu'elle serait aussi un pluralisme de l'interprétation sur les plans politiques et idéologiques. Tout le monde a remarqué que les hommes politiques n'avaient brillé ni par leur présence, ni par leur discours, mais il peut y avoir pluralisme politique sans forcément des personnalités politiques de la démocratie représentative: il y a aussi tout ce qui représente la démocratie participative des mouvements associatifs. Dans les médias, a-t-on donné à voir et à comprendre que les mouvements

associatifs avaient beaucoup réfléchi à la question, avaient beaucoup travaillé avec des publics très divers, qu'ils avaient élaboré des textes, qu'ils avaient des méthodes de travail, avec les médias et sur les médias ? La politique, ce n'est pas seulement quelques personnalités politiques, toujours les mêmes, qui peuvent s'exprimer dans un dialogue croisé ! La société civile aimerait dire qu'elle invente, comme à Toulouse, par exemple, des solidarités: si vous êtes là pour montrer les solidarités qui se sont produites sur le terrain, cela veut dire aussi une autre image dans l'événement historique, pas seulement une image négative qui vous tombe dessus comme une fatalité, mais aussi tout ce que les hommes peuvent faire dans de tels événements, toutes les solidarités qu'ils réinventent, toute la façon qu'ils ont de conjurer la peur et l'angoisse. On a envie de vous demander de plus en plus de colonnes pour les médiateurs, de plus en plus d'heures d'antenne ouverte, de plus en plus de dialogue avec les associations. Autrement dit, dans le silence politique de certains, face à l'arrogance de certains consultants, il est peut-être temps de donner la parole à la société civile, qui a des questions pertinentes et qui a à montrer qu'il se passe des choses qui font que la transformation sociale est à l'œuvre, y compris dans des événements politiques aussi graves.

Loïc Hervouet

Vous avez remarqué que le nombre de pages ouvertes au dialogue et le courrier des lecteurs ont considérablement grossi dans la plupart des journaux, dans les radios, dans les télévisions. Je voudrais faire référence, là aussi, à cet appel à la connaissance vers l'international, y compris à travers le « coup de gueule » du patron de CNN, qui explique que les Américains vont devoir absorber cet international, bien plus qu'ils ne pensaient jamais devoir le faire. À la télévision américaine, l'international représente 13 % de la totalité de l'information. On constate une demande d'ouverture considérable et si, au moins, tout ce qui se passe en ce moment, nous aidait tous à « vendre » un peu plus d'international et d'altérité, cela ne ferait pas de mal au journalisme.

Anita Rozenholc

Vice-présidente Afnet

Le jour même où les événements se sont déroulés, j'ai eu l'occasion d'avoir des relations avec des chercheurs américains, et je me suis aperçue d'une contestation immédiate, aux États-Unis, et qu'on relevait une certaine arrogance qui pouvait expliquer beaucoup de choses - tout en

rejetant, bien sûr, ce qui venait d'arriver Les journalistes sont-ils allés regarder ce qui se passe dans la contestation américaine, non pas celle du Ku Klux Klan que l'on revoit arriver ces derniers temps au galop, mais celle de cette Amérique qui comprend que la redistribution doit être importante, et qui va jusqu'à dire qu'il n'est malheureusement pas sûr que ce qui vient d'arriver ne change beaucoup de choses, par exemple en ce qui concerne les problèmes écologiques ou autres? Il me semble qu'il n'y avait pas beaucoup d'équilibre et on avait l'impression que, derrière Bush, il y avait toute l'Amérique, ce qui me paraît aussi dangereux pour l'ensemble de nos jeunes.

Hervé Brusini

N'ayant pas de correspondant, il m'était difficile d'aller dans l'investigation qui est suggérée ici et qui est extrêmement juste. Nous en avons rendu compte via les manifestations anti-mondialisation en montrant que les Américains eux-mêmes peuvent se mobiliser sur ce thème. En revanche, nous avons envoyé là-bas quelqu'un dont c'était l'emploi et j'espère que la réponse apparaîtra dans les prochains sujets puisqu'elle est rentrée hier soir.

Jean-Claude Allanic

Nous avons couvert l'événement comme nous l'avons pu, sachant qu'il s'agissait d'images extérieures et que nous n'avions pas beaucoup d'équipes sur place, et en tant que médiateur, j'ai été frappé par le courrier que j'ai reçu. Par exemple, une dame me disait récemment qu'elle ne comprenait pas, alors qu'il y a 90 % de Catholiques en France, que nous compliquions les choses en organisant des débats en invitant, par exemple le Mufti de Marseille pour faciliter la compréhension des événements. Après cette émission, j'ai dit qu'il y avait 4 à 5 millions de Musulmans en France et, à nouveau une dame me disait que je disais n'importe quoi, que la majorité des Français sont catholiques, ensuite orthodoxes, protestants ou juifs et que les Musulmans étaient beaucoup moins nombreux que cela. Cela m'a à la fois fasciné et affligé, car cela signifie que nous sommes dans une société où beaucoup de Français n'ont pas compris la diversité culturelle et religieuse du pays dans lequel nous vivons. Peut-être l'École n'a-t-elle pas toujours fait non plus son travail: il y a eu une demande des élèves et, parfois, une non-réponse des professeurs parce que cela leur paraissait bien compliqué et bien loin des programmes.

Xavier Delcourt

CUEJ Strasbourg

Une fois n'est pas coutume: merci à vous, car vous montrez que les entreprises d'information sont d'abord des entreprises où l'on réfléchit. Ma question s'adresse à Bertrand Vannier qui a dit que la synergie des différentes radios de service public avait été utilisée. On l'entend bien dans la diffusion, quelquefois même dans les annonces. Avez-vous pensé ou essayé une synergie au niveau éditorial, des équipes de rédaction en chef ou de la manière dont on utilise tout le monde en même temps?

Bertrand Vannier

Nous mettons effectivement en permanence les contenus en synergie, mais j'ai oublié de citer un exemple. Dans le magazine de grand reportage que nous diffusons le dimanche matin, nous avons utilisé une longue enquête qui avait été réalisée par France Culture. Pour ce qui est de la décision éditoriale, oui et non. Non, parce que chaque rédaction a continué de vivre sa vie, ses conférences et la construction de ses journaux et de ses éditions spéciales. Oui, parce que nous nous voyions, au tout début, une fois par jour, puis tous les deux jours et nous nous téléphonions. Oui, pour ce qui est de la couverture mondiale et de la répartition de la couverture journalistique qui s'est toujours faite en commun. Récemment, Jérôme Bouvier a eu l'idée d'envoyer quelqu'un en Ouzbékistan, j'en avais envie également: c'est lui qui l'a fait et nous en avons parlé. Nous avons réfléchi ensemble à ce que nous devons couvrir, où envoyer nos moyens, mais la construction du contenu de nos journaux et de nos éditions spéciales est resté propre à chaque rédaction.

Édith Rémond

IUT de journalisme de Bordeaux

Je trouve qu'à la faveur de ces événements, on a vu s'épanouir des genres journalistiques tels que la cartographie, qui a émergé avec l'infographie, et qui est devenue un instrument d'information très pertinent. On a vu aussi revenir à l'ordre du jour des récits de voyage vers des régions mal connues comme l'Ouzbékistan, qui nous ont fait renouer avec des genres journalistiques perçus jusqu'alors comme obsolètes. Ce qui me frappe dans vos interventions, mais que j'avais également constaté à la lecture de la presse, en écoutant la radio ou en regardant la télévision, c'est l'ouverture des rédactions à la faveur de

ces événements à l'égard du monde. Les plus beaux textes que l'on a lus sont des courriers de lecteurs ou des textes de romanciers qui ont su faire passer, probablement mieux que les journalistes, l'émotion que ressentait tout le monde devant les événements. Les plus grands moments ont été ceux où des experts inconnus nous expliquaient des phénomènes méconnus et la diversification des experts. S'est épanoui un phénomène qui s'incarne peut-être aussi ici, de réouverture des rédactions à leur public et aux différents mondes susceptibles de s'exprimer sur l'information. J'aimerais connaître votre sentiment sur ce point. Avez-vous eu l'impression d'être plus en phase avec des univers que, jusqu'à présent, les rédactions peut-être un peu recroquevillées sur elles-mêmes, avaient tendance à ignorer?

Thomas Ferenczi

Quand on veut traiter d'un sujet mal connu, sur lequel il existe une intense curiosité, on est obligé de recourir à toutes les ressources disponibles: le reportage, la littérature ou la cartographie, qui était effectivement un domaine dans lequel la presse en général et *Le Monde* en particulier avaient pas mal de retard par rapport à la presse étrangère. Nous sommes sortis du cercle habituel des experts, et nous avons cherché de manière plus rigoureuse des gens moins connus, notamment des étrangers. Sylvie Kauffman, qui est l'ancienne correspondante du *Monde* à New York, rentrée il y a un mois, vient de repartir pour mener une vaste enquête sur l'Amérique profonde et les transformations que ces événements ont pu entraîner. Parmi celles-ci, il y a vraisemblablement une prise de conscience de l'« arrogance » des États-Unis. Mais je crois qu'il y a un temps pour tout: il était d'abord important de condamner l'attentat de la manière la plus nette pour, ensuite, enquêter sur l'Amérique. Bien entendu, c'est une vraie question.

Jacqueline Costa-Lascoux

C'est bien, qu'il y ait cette ouverture à partir des tours de Manhattan. Cela ne pourrait-il pas se prolonger sur les autres sujets?

Olivier Bonnel

Étudiant en journalisme au CELSA

Avant le 11 septembre, le visage de Georges Bush, à travers les médias français, n'était pas forcément glorieux, voire même caricatural. Y a-t-il eu un certain recentrage après les attentats et comment peut-on l'analyser?

Hervé Brusini

Je pense que tout cela est marqué du signe de l'humilité. D'abord, l'humilité du spectacle de la violence lui-même, l'humilité devant le savoir auquel cela renvoie, d'Alexandre le Grand à la route de la soie. L'Afghanistan, c'est tout cela devant lequel on se sent extrêmement petit. Je souhaiterais que, de la même manière, on considère le journalisme comme très petit lorsqu'il s'exerce sur ces différents supports: en tant que vecteurs officialisés et institutionnalisés de vérité dans une société, notre vérité est relative. Par là même, je souhaite que nous soyons quelque peu allégés de la responsabilité que l'on nous prête et qui est absolument écrasante par rapport à ce qui se passe en France. Nous ne sommes pas les responsables directs de la crise économique, de la crise morale, de ce qui se passe dans le monde entier: nous ne faisons « que » du journalisme. Il y a une sorte de confusion fantastique, qui consiste à considérer l'activité journalistique comme étant la première victime et l'acteur premier de l'événement lui-même. Cette relativisation forte de notre exercice professionnel par nous-même face à l'événement doit aussi s'exercer comme un miroir de la part de ceux qui nous « consomment », lisent, apprécient ou jettent.

Jean-Claude Allanic

Concernant George Bush, j'ai remarqué que les journalistes français avaient une propension à dire du mal des chefs d'États étrangers directement proportionnelle à l'éloignement géographique par rapport à l'Élysée et à Matignon. Lorsqu'on dira, en France, que notre Premier ministre, notre Président de la République, nos ministres sont vraiment de fieffés imbéciles, on pourra alors porter des jugements aussi péremptoirs sur Bush, Clinton, Eltsine, Poutine, etc. C'est un peu choquant que nous ayons tellement tendance à nous moquer des autres alors que, je ne sais pas pourquoi, nous sommes si respectueux de nos représentants politiques. Au-delà de cela, lorsqu'ont eu lieu les élections américaines, beaucoup de journaux ont répété que Bush était vraiment un imbécile, que Gore était très intelligent, que Bush était un massacreur parce qu'il exécutait des gens au Texas et que Gore était au contraire un grand démocrate opposé à la peine de mort : cela était complètement faux puisque Gore était aussi pour la peine de mort ; il faut relativiser les choses. Quand on observe l'histoire des Etats-Unis, que l'on connaît apparemment assez peu en France, on s'aperçoit que le système politique américain n'est pas du tout le même que le système politique français et que, certes, le Président a un rôle important, mais qu'il est entouré de gens qui sont généralement assez compétents. Nixon n'était pas considéré

comme quelqu'un de très intelligent, mais il n'empêche que sa présidence a été marquée par Kissinger et par des gens qui ont fait évoluer beaucoup les États-Unis. Il faut donc vraiment essayer de donner toutes les clés de compréhension et non pas de se contenter de réflexions de type « Café du Commerce » sur untel ou untel. Vous avez remarqué que le système démocratique fait qu'aux États-Unis le président change assez souvent, que les élus sont renouvelés régulièrement, qu'une fois qu'ils sont battus ils ne reviennent pas pendant vingt ou trente ans hanter la vie politique et les salles de rédaction ou les studios de télévision.

Thomas Ferenczi

Notre jugement sur Bush a changé et il me semble que c'est normal. Lorsqu'un Président se révèle en bien ou en mal dans une grande crise internationale, il est naturel que notre regard évolue. Le jugement que l'on a porté sur Bush avant et à l'occasion de son élection était très négatif; ses premières réactions aux attentats l'ont montré flottant, et n'ont pas amélioré cette image; puis il a donné le sentiment de se reprendre et de faire des choix raisonnables: le jugement s'est donc fait plus positif. J'ai l'impression qu'il va encore changer, parce que les frappes aériennes et le nombre de victimes civiles commencent à poser des questions. Il nous appartient de prendre le risque du jugement, sachant que l'on peut se tromper, que l'on peut changer d'avis, que c'est notre avis et que c'est au lecteur, à l'auditeur ou au téléspectateur de se faire leur propre opinion, en sachant effectivement éviter les préjugés et, en particulier, le mépris dans lequel nous avons tendance à tenir tous les présidents américains quels qu'ils soient. Notre correspondant à Washington avait fait un article, il y a quelques semaines, sur Bush « maître du jeu » ; notre correspondant à New York, de passage à Paris, nous a dit qu'il était d'un avis très différent et nous lui avons demandé de faire un article dans ce sens-là : il n'y a pas d'opinion arrêtée, il y a débat et la suite montrera qui avait tort et qui avait raison.

Jacqueline Costa-Lascoux

Les collégiens et les lycéens ne veulent plus de l'utilisation d'un événement majeur pour régler des comptes politiques de l'Hexagone. C'est une adresse aux journalistes: la démocratie sondagiale avec les présidentielles dans six mois, alors qu'il y a eu les tours de Manhattan, les jeunes n'en veulent plus. Ils veulent que l'on traite de l'actualité politique autrement.

Loïc Hervouet

J'ai ici la liste de 59 « experts » qui ont été interrogés par la presse nationale entre le 12 et le 22 septembre. Cela veut dire qu'en dix jours, l'ensemble des quotidiens nationaux a, à lui seul, renouvelé le cheptel des spécialistes et des experts, à peu près multiplié par dix par rapport à la Guerre du Golfe. C'est l'un des enseignements que vous avez soulignés et nous en parlerons précisément lors de la seconde table ronde.

Deuxième débat : les conditions de l'information, du commentaire et de l'expertise

Jérôme Bouvier

Directeur de la rédaction, France Culture

Pour ma part, je récusé le terme « consultant » parce qu'on « consulte » les voyants ou les pythies. L'expert, en revanche, me semble indispensable et heureusement que nous en avons eu à notre disposition depuis le 11 septembre, pas tant pour faire le pathos auquel nous avons assisté, mais pour essayer de comprendre ce qui se jouait à travers le monde depuis, notamment autour de l'Afghanistan. Encore faut-il savoir à quel expert faire appel. Il y a une sélection, et une responsabilité de la part des rédactions sur les experts que l'on fait intervenir: certains experts sont dans l'affirmation - ce sont généralement les « bons clients », comme on dit dans les médias audiovisuels, auxquels on est toujours tenté de faire appel, car on sait qu'on aura quelque chose de saillant et de polémique, quitte à ce que ce soit tout à fait erroné.

Cette nature de la sélection d'experts me frappe. Sur France Culture, depuis plus de trente ans, c'est l'une de nos particularités que d'avoir énormément recours à l'expertise et quand on fait appel à un expert, notamment sur les questions militaires, qui dit sa méconnaissance de ce qui se passe, on a des réactions dans la rédaction, qui demande pourquoi on a fait appel à lui, parce qu'il était tellement prudent que, finalement, on ne sait pas grand-chose. Je préfère ce risque-là à celui qui prétend savoir. La seconde difficulté concernant l'expertise est ce que l'on demande à l'expert. Si on lui demande d'être devin - et c'est souvent la tentation -, l'expert n'est généralement pas beaucoup plus habilité à délivrer l'avenir que le patron du Café du Commerce, le journaliste en

conférence de rédaction ou le politique. En revanche, si on lui demande de trouver les racines de ce qui se passe, d'essayer de comprendre d'où vient l'événement dont on parle, je pense que l'expert est absolument incontournable pour éclairer la réflexion des lecteurs, des auditeurs, des téléspectateurs et des journalistes eux-mêmes.

Henri Leclerc

Avocat, Ligue des Droits de l'Homme

Dans la question qui est posée, ce qui m'intéresse est le droit à l'information, qui a ceci de particulier que nous savons bien que c'est un droit croisé: c'est le droit de celui qui donne l'information - droit de donner une information sans contrainte, libre, sans considération de frontières - mais auquel correspond le droit de la recevoir. Le droit à l'information est un droit civique, qui permet au citoyen d'être informé d'un certain nombre d'éléments qui lui permettent, d'abord individuellement, puis collectivement, de former son jugement, de prendre des décisions en ce qui concerne les affaires de la vie de la Cité lorsqu'il exerce ses droits civiques, et aussi en tant qu'individu en possession d'un certain nombre d'éléments de connaissance. C'est la grande difficulté qu'il y a, car il est nécessaire de donner une information mais, en même temps, il faut bien que celui qui la reçoit ait une vraie information. Il est important de regarder à un moment donné, où un événement survient qui révèle la fragilité des sociétés développées, qui fait émerger dans l'organisation générale de la société un imprévisible et qui va donc secouer profondément l'ensemble des citoyens: des gens agissent avec un comportement nouveau, au cri intérieur de « *vive la mort !* »

C'est en connaissant parfaitement les rouages de la société occidentale, développée, que symbolise parfaitement l'Amérique, que ces gens vont agir. Dans cette connaissance parfaite qu'ils possèdent, l'information elle-même joue un rôle considérable: dans tout acte de terreur, il y a toujours un élément qui vise à faire peur à l'adversaire, mais il est secondaire par rapport à la valeur informative de l'événement. C'est une violence exceptionnelle et, comme dans toute violence terroriste, il y a une proclamation et un désir d'information: ce sont des « *violences tracts* ». Ici, le tract est considérable, puisque nous arrivons à une information qui va être utilisée comme moyen même de l'acte. Dans cet acte, c'est toute la puissance de ce que l'adversaire croit être sa puissance qui est, d'une certaine façon, retournée contre lui, y compris l'information. Autrement dit, ceux qui ont pour profession de donner

L'information sont au cœur du problème de l'acte et ils vont lui donner sa dimension. Il est évident que sans information, l'affaire aurait peu d'intérêt. Les cibles vont être choisies en raison de leur valeur symbolique extrême: on ne pouvait sans doute pas trouver deux cibles plus spectaculaires que le Pentagone et les tours de Manhattan, qui représentent véritablement toute la puissance du monde occidental. Tout va être choisi avec précision. L'heure à laquelle l'acte va être commis: 9 heures du matin là-bas est une heure parfaite, car ce n'est pratiquement la nuit nulle part dans le monde, et c'est une heure extraordinaire pour informer le monde entier. Je ne sais pas si ceux qui ont commis cet acte savaient qu'une caméra de télévision était branchée directement sur les Twin towers, mais c'est un fait, elle y était: nous allons donc avoir un acte en direct, dont la violence spectaculaire va être telle que le monde entier va être sidéré.

C'est un acte terroriste qui va se servir de l'image, et l'information va prendre un rôle important. Bien évidemment, au moment où les choses se déroulent, celui qui fait l'information ne peut pas prendre de distance: il est lui-même pris dans le phénomène d'informations qu'il ne fait que transférer, sans exercer un réel travail médiatique. La liberté de l'information et le droit à l'information vont donc être utilisés par les terroristes. La première information donnée sur ce sujet est l'image et, dans cette affaire, c'est cette image qui est la plus forte: même actuellement, lorsque nous y repensons, nous ne voulons pas y croire. Cette image répétée des deux avions traversant les tours, puis des deux tours qui s'effondrent l'une après l'autre est d'une violence, d'une dimension et d'une force qui nous emportent encore lorsque nous y pensons. La conséquence de tout cela est que, sur le plan télévisuel, il n'y a pas vraiment d'information, de médiatisation: il y a une transmission directe de l'image. Ce n'est pas une information transmise par quelqu'un, mais c'est simplement le fait qui est montré dans la totalité de son déroulement. Il n'y a rien d'autre à dire: l'événement est tellement exceptionnel qu'il n'est plus une information, mais qu'il est devenu un spectacle, qu'il va se dérouler en continu. Lorsque le téléspectateur essaye de zapper, il trouve de toute façon, sur toutes les chaînes, la même image. Bien entendu, ce spectacle contient une information, mais ceux qui le transmettent ne peuvent rien faire, car ils sont dépossédés par la force de l'événement de leur travail médiatique.

On peut peut-être faire la critique que les choses durent trop. L'impression que j'ai est que l'information et le spectacle se mêlent complètement, dans une information continue dans laquelle il n'y a pas de médiation possible. Certes, les experts vont intervenir, mais nous

n'avons aucune garantie de leur expertise, si ce n'est la garantie qu'en donne le journaliste qui est là. On entend parler d'Instituts, de Comités, de groupements, qui sont tout à fait nouveaux pour ceux qui suivent l'actualité internationale. Ces gens parlent bien, mais, souvent, on n'a pas l'impression d'apprendre énormément de choses. Je crois que ces déroulements vont durer trop longtemps. La radio essaye d'avoir une distance un peu plus grande et la presse écrite va être envahie par l'événement: la force de celui-ci est telle qu'on a l'impression que le monde s'est arrêté, qu'il ne se passe strictement rien d'autre. Or, les événements qui peuvent se dérouler à ce moment-là peuvent avoir aussi une certaine importance: Israël et la Palestine sont passés un peu au second plan et j'ai l'impression que certaines informations ne sont pas apparues comme elles l'auraient dû; on a vu un groupe de Palestiniens acclamant Ben Laden, mais, parallèlement, le renforcement des actes de guerre d'Israël n'est sans doute pas apparu avec la même évidence au moment où il se déroulait. Il y a donc effectivement un risque de faire ce que les terroristes souhaitent que l'on fasse mais aussi, en même temps, un défaut de distance et d'apparition d'autres événements parce que le monde continue à vivre.

Il faut donc que nous réfléchissions sur le fait de savoir si l'information s'articule sur un acte de cette nature ou si elle est un instrument de cet acte. Quelle distance est-il possible d'avoir par rapport à cette information, y compris par rapport à l'utilisation de l'information dans cet acte? Comment peut apparaître quand même, en face d'un acte pareil, le reste de l'information du monde? C'est là que les choses sont essentielles car il est vrai que cette information va faire disparaître les autres, ce qui n'est pas tout à fait normal. Nous sommes là en face de quelque chose qui nous amène à réfléchir à ce qu'est le droit à l'information, non pas le droit de donner des informations, mais le droit de les recevoir.

Vincent Hervouet

spécialiste politique internationale, LCI

Sur le « show », l'information n'est jamais que la mise en scène d'un événement, et cela n'a jamais eu l'ambition de rendre compte de toute la réalité. Pour ma part, je vais plaider pour l'information continue. À propos des intervenants, nous avons une longue pratique des intervenants extérieurs, puisque nous avons un système de pointage qui nous permet de compter le nombre d'intervenants extérieurs qui viennent s'exprimer sur nos plateaux: depuis octobre 2000, ils sont 4.812.

Comme ils ne sont pas tous décideurs, ministres et députés, il y a de nombreux universitaires.

L'information continue est, en quelque sorte, une édition spéciale permanente. Depuis le 11 septembre, la grille de LCI a évolué, et nous sommes effectivement un peu monomaniaques de ce qui se passe en Afghanistan et aux États-Unis. LCI s'adresse à un public très limité en nombre, mais qui est surinformé : ce sont des téléspectateurs passionnés par l'actualité, habitués à réagir aux news, des mordus d'infos, très réactifs et très critiques dans leur façon de voir la télévision telle qu'elle se fait. Ils ne viennent pas chercher à LCI le « show » dont parlait Maître Leclerc. Ils n'attendent pas non plus des invités qu'ils servent de faire valoir au présentateur vedette de la chaîne, parce qu'il n'y a pas vraiment de vedette sur LCI. Ils sont là, d'une part, pour éviter que l'on ait l'impression d'assister, dans cette information qui est obsessionnelle, à un matraquage, mais aussi, d'autre part, pour combattre la diabolisation, les discours ignorants avec trop de préjugés, et ils font vivre le débat.

Le soir du 11 septembre, il est évident que quelqu'un qui travaille depuis vingt ans sur l'activisme islamique ou sur les conflits atypiques, peut ouvrir des perspectives très intéressantes. En revoyant un certain nombre de ces interventions du soir, même quelques semaines après, j'ai été surpris des intuitions qu'ils ont portées à la connaissance de tout le monde et qui se sont révélées très justes. On dit, en général, que les experts sont là pour meubler lorsqu'il n'y a pas d'images : c'est évidemment vrai, mais il y a des limites. On sait que l'image n'est pas toujours réelle et, en télévision, il faut, en quelque sorte, croire à une réalité pour la voir. Ce n'est pas l'image qui fait la réalité, mais on la trouve lorsqu'on a déjà ce préjugé ou cette idée qui vous est venue - généralement depuis Paris. Le recours aux spécialistes permet aussi de mettre en lumière ce que les caméras laissent dans l'ombre. Pour prendre un exemple qui ne soit pas lié aux événements actuels, si l'on revient aux bombardements sur le Kosovo et sur la Serbie, le recours aux experts nous a évité de parler pendant 78 jours de campagne aérienne alors qu'il n'y avait pas un seul Mig dans le ciel du Kosovo et de la Serbie - il y avait donc déjà un dérapage sur les mots - et de relever que les conditions acceptées par les Yougoslaves étaient finalement moins contraignantes que celles que l'on avait tenté de leur imposer à Rambouillet.

Lors d'une soirée comme celle du 11 septembre, les invités étaient comme nous sous le choc et l'émotion. Ils avaient le recul parce qu'ils avaient la connaissance de leur sujet, mais aussi parce qu'ils n'étaient pas dans la gestion d'une chaîne d'information continue à un moment comme celui-là : gérer les échanges, les plateaux, canaliser l'information,

envoyer les gens sur place, etc. On avait absolument besoin d'eux pour avoir ce recul. Les limites du genre, c'est qu'il est essentiel de savoir d'où les gens parlent. Lorsque, le soir des élections israéliennes, vous faites venir Leïla Shahid, il est intéressant d'avoir le point de vue d'un représentant officiel de l'Autorité palestinienne sur l'élection d'un vieil ennemi comme Sharon et les conséquences que cela peut avoir: ce n'est pas acceptable d'entendre Leïla Shahid s'exprimer comme « *une intellectuelle militante* », « *une orientaliste très avertie* », car c'est quelqu'un qui représente Arafat et à qui on peut demander des comptes aussi bien sur la vie démocratique en Palestine que sur sa responsabilité; on l'interroge sur le plan politique et non pas comme un expert. Le statut de l'expert est donc quand même très important. De même, lorsque vous faites venir quelqu'un pour parler des questions de défense ou de politique étrangère, il est important de savoir que tel spécialiste ou tel président d'un Institut est largement financé par des organisations sionistes, de droite ou américaines ou encore qu'il est, à mi-temps, le conseiller du Parti socialiste pour les questions internationales. C'est parfois difficile de le préciser, mais c'est important de le savoir: nous essayons, en tout cas, que chacun sache d'où parle la personne qui intervient à l'antenne. La deuxième difficulté est de tenir l'expert dans sa spécialité. Lorsque vous faites venir quelqu'un sur les questions d'armement, pour expliquer la stratégie induite par la mise en action de tel ou tel matériel, il est redoutable de voir qu'il a tendance à faire de la géopolitique et immédiatement à généraliser

En ce qui concerne la différence entre « consultants » et « experts », le seul domaine dans lequel nous ayons fait appel à des consultants, ce sont les questions de défense. Ce n'est pas un hasard, car les questions de défense demandent un investissement énorme en temps, et il est très difficile d'être à la bonne distance avec l'Armée française et avec le Ministère. Nous avons donc fait appel, pendant le conflit du Kosovo, à un officier qui avait fait ses preuves, que nous avions connu sur le terrain, qui connaissait bien un conflit qui ressemblait à celui du Kosovo sur beaucoup de points, qui avait une réflexion intelligente et qui était rédacteur en chef d'une revue: ce n'était donc pas un spécialiste autoproclamé des questions de renseignements. Nous avons d'ailleurs fait certainement fait appel à quelqu'un de qualifié, car ses interventions avaient le don d'irriter énormément l'État-Major! C'est vrai que l'on fait souvent appel à des généraux qui viennent juste de quitter le service actif et qui ont donc des relations avec l'État-Major, des contacts dans les Armées et qui devraient donc être au courant d'un certain nombre de choses mais qui - est-ce le fait d'avoir fait une longue carrière? - sont

généralement extrêmement prudents. On se souvient du célèbre général Coppel pendant la Guerre du Golfe qui faisait toujours une théorie suivie immédiatement de « quoique... » et développait immédiatement le contraire ! Il n'y avait rien de faux dans ce qu'il disait, mais il n'y avait pas non plus une seule information.

Richard Labévière

Chef du Service international, RFI

Une fois passée l'émotion des images et de l'événement colossal qui nous tombe dessus le 11 septembre à 15 h 10, il est certain que la priorité est d'être sur le factuel, et quand on commence à articuler un traitement factuel et à charpenter l'événement, il est certain qu'il faut essayer de comprendre ce qui a pu arriver, et quelles vont être les conséquences. Nous nous sommes rendus compte assez vite que l'horaire choisi faisait que c'était le moment où, sur la planète, il y avait le plus de téléspectateurs potentiels. Une fois que l'on est dans l'immédiateté de l'événementiel, on décortique. Nous avons eu une double chance. La première est que cet événement a revalorisé l'expertise journalistique dans la mesure où cela changeait beaucoup de choses. On a bien perçu que depuis la fin de la Guerre froide, c'était l'événement global majeur qui allait entraîner des conséquences, non seulement sur le plan de l'enquête, mais aussi sur le plan d'une redistribution diplomatique, sinon géostratégique. À nous, ensuite, de mesurer l'intensité de cette nouveauté, mais, formellement, on est dans un événement global de rupture.

Double chance pour Radio France International qui, de fait, dans son cahier des charges, travaille en posture d'expertise journalistique. Le service étranger est organisé en quatre desks: Amérique du Nord-Amérique latine, Asie, Europe communautaire-Europe centrale, et Proche-Orient-Monde arabe. Nous sommes, de fait, dans une posture un peu atypique qui n'est pas celle d'un média généraliste mais où l'expertise étrangère est dominante: nous avons une chance au départ puisque, d'une certaine manière, les experts sont « maison ». Pour l'anecdote, nous avons la chance d'avoir sur place trois journalistes : notre correspondant aux Nations Unies, Philippe Bolopion, Anne-Marie Capomaccho qui venait de prendre ses fonctions à New York pour structurer un magazine hebdomadaire sur les Nations Unies et le multilatéralisme et un envoyé spécial, Toufik Benaïchouch, qui travaille au desk Proche-Orient et qui enquêtait sur les lobbies juifs et arabes aux États-Unis. Nous étions donc relativement bien positionnés.

L'autre niveau de chance et d'expertise déjà pré-positionné est que l'année précédente, nous avons beaucoup travaillé sur l'affaire de Jolo et la prise d'otages de nos collègues de France 2. En suivant l'évolution de cette crise, nous avons été obligés de faire un certain nombre d'expertises « maison » : d'où venaient ces preneurs d'otages? Nous avons expliqué que le groupe Abou Sayaf était une scission du Front islamique de libération Moro qui, lui-même était financé dans sa logistique par des ONG saoudiennes dépendant de l'Islamic Releaf, structure saoudienne caritative. Dans ce circuit, nous avons été confrontés à un beau-frère d'Oussama Ben Laden, Mohammad Abdel Raife qui était le responsable local de l'Islamic Releaf saoudien. Nous avons donc déjà quelques points de repère.

Le principal apport de cette crise sera certainement de réévaluer l'expertise journalistique et d'entraîner peut-être le retour de l'international dans beaucoup de rédactions. Dans les périodes d'austérité budgétaire que nous avons traversées, dans le service public comme dans les médias privés, les premiers budgets que l'on restreint sont ceux alloués à l'information internationale, pour des raisons d'audience ou de tirage. On favorise une proximité et une évolution un peu narcissique fait que dans beaucoup de médias français, les budgets consacrés à l'information étrangère ont été en forte diminution. Il est vrai que lorsqu'on parle plus précisément d'expertise sur les questions de défense ou de terrorisme, on revient également, non seulement à la disponibilité des gens mais aussi au coût: ce ne sont pas toutes les rédactions qui peuvent entretenir à l'année un expert dans ces domaines. En ce qui nous concerne, lorsque le factuel a été à peu près stabilisé, nous avons fait appel à trois niveaux d'expertise: l'expertise régionale des unités géopolitiques en cause, l'expertise militaire liée au Renseignement, et l'expertise de certaines ONG, de la société civile. Dans l'expertise, il est vrai qu'il est important de savoir d'où elle parle et d'où elle vient, mais il est également important de vérifier l'expertise et sa pertinence joue davantage dans le questionnement proprement journalistique que dans la réponse ou la non-réponse. Le journaliste, face à l'expert, n'ouvre pas un robinet pour cinq minutes d'expertise, mais il pratique le « doute continué »: il faut revenir à des catégories cartésiennes pour se faire l'intermédiaire des questions que le grand public non spécialisé peut se poser. En matière militaire, nous travaillons beaucoup avec le Colonel Dufour, qui a écrit plusieurs livres et un certain nombre d'articles sur la gestion de crise par les militaires. À nous de maîtriser la « mise en pages », et de ne pas démissionner derrière cette expertise.

Jérôme Bouvier

Un colonel expertise les faits: qu'en sait-il? Pour prendre un exemple, il y a un peu plus d'une semaine, on nous annonce qu'il y a des Américains au sol en Afghanistan. Cela occupe le week-end: il y a des hélicoptères, des commandos, comment fonctionnent ceux-ci? Que font-ils? etc. Puis, le lundi, il n'y a plus d'hélicoptères, plus de commandos, et on a l'impression qu'il n'y a plus personne au sol. Or, on ne sait pas si les hommes sont au sol depuis trois semaines ou un mois, s'ils sont dix ou cent... Comment faites-vous pour travailler cette notion du fait et, ensuite, de l'expertise d'un fait dont on ne connaît pas la validité?

Richard Labévière

Pour moi, il y a là un continuum d'information qui est classique, que l'on soit en situation de crise ou non. Lorsqu'on a commencé à parler de l'engagement des troupes au sol, c'était à partir d'informations émanant de sources militaires non précisées du Pentagone et d'un article d'information du Washington Post. Avant de faire venir les experts ou les consultants, on vérifie en faisant confiance au correspondant local, qui a son propre système de sources. C'est seulement ensuite que l'on va mettre un expert à l'antenne, qu'il faudra contrebalancer pour éviter de rester sur un seul niveau de lecture. C'est la raison pour laquelle j'ai évoqué l'expertise régionale qui me semble très importante. Cela fait des années, bien avant cette crise, que nous avons des rapports institutionnels avec des experts régionaux. C'est, par exemple, le cas d'Olivier Roy sur l'Asie Centrale, qui est certainement l'un des meilleurs et des plus pondérés. Pour certaines régions, c'est plus difficile: sur l'Arabie Saoudite, par exemple, nous n'avons pratiquement personne en France.

Je voudrais évoquer l'expertise des ONG et de la société civile. Il est important de la faire apparaître et, pour notre part, nous avons essayé de le faire assez vite après le démarrage des opérations militaires avec les associations d'Afghans en France, qui manifestaient leur inquiétude sur les dégâts collatéraux et les victimes civiles, pour avoir, au-delà des niveaux de lecture ethnologique, opérationnel ou militaire, un niveau d'expertise d'acteurs sinon de victimes. Là, le meilleur et le pire se côtoient: dans le traitement de l'information de la mort de Massoud, confirmée de source militaire depuis plusieurs jours, des experts des ONG, pour des raisons idéologiques évidentes, niaient tout à fait les faits. On n'est donc pas dans une ligne de démarcation absolument stricte, avec des appareils d'État qui livreraient de la propagande, et la société civile qui serait complètement angélique.

On a beaucoup parlé de débats sur la situation de l'islam de France, par extension de la problématique, et de la différenciation que l'on doit continuer à faire dans cette crise entre l'islamisme, l'islam et le monde arabo-musulman. Il est parfois assez atterrant, tant sur les plateaux de télévision que dans nos radios, de donner la parole à des islamologues ou des intervenants que l'on qualifie de « philosophes » alors qu'on sait pertinemment que ce sont des militants, des agents d'influence comme, par exemple, des membres d'associations liées à l'idéologie des Frères musulmans, en France ou ailleurs. Il faut donc vraiment que l'on travaille davantage sur la provenance, la situation et le rôle de ces experts, pour éviter de tomber dans la confusion entre le message militant, sinon activiste, et l'expertise véritable.

Nacer Kettane

Président de Beur FM

Cet événement exceptionnel qu'a représenté le 11 septembre nous a pris de plein fouet en tant que média mais aussi en tant qu'appartenant à la communauté arabo-berbéro-musulmane. Vivant tous les événements en France depuis un certain nombre d'années, comme la Guerre du Golfe, les attentats ou la montée du régime iranien, nous sommes au centre de cette problématique. Nous sommes un média bien reçu à travers la France, puisque nous avons un réseau d'une douzaine de stations, et nous sommes également assez écoutés au Maghreb, puisque, par exemple, Beur FM touche 14 % de la population algérienne, c'est-à-dire qu'elle est le premier média venant de l'extérieur. Nous estimons donc que nous avons un rôle de pédagogie: nous devons expliquer et essayer d'amener des éléments de stabilisation, d'information, d'explication, parce que l'on ne peut pas dire tout et n'importe quoi sur une antenne.

Nos auditeurs vont souvent un peu dans tous les sens, et nous sommes un formidable lieu de régulation. De ce point de vue, l'institution française ne fait pas suffisamment d'efforts pour soutenir les médias d'origine communautaire, et il y a là aussi une responsabilité importante. Nous essayons, depuis quelques années, de monter une chaîne de télévision; nous étions quasiment arrivés au but et, le 11 septembre, tout le monde a levé le pied: les gens ont eu peur et ont renoncé au financement de quelque chose touchant les Musulmans, etc. Paradoxalement, cela aurait peut-être été le meilleur moment pour soutenir une chaîne de télévision qui s'adresse aux Musulmans de France et d'Europe, véhiculée par des gens comme nous, nourris aux lois de la République et à la démocratie française. Je pense que nous pourrions

être les pendants d'une chaîne comme Al-Jazirah, qui véhicule un certain nombre d'idées politiques et de valeurs culturelles qui ne sont pas toujours conformes à ce que nous vivons aujourd'hui en France. Nous avons essayé, sur l'antenne, de faire des choses qui vont à contre-courant de ce que l'on peut appeler une « pensée unique » des médias et des journalistes en France.

Cependant, mon analyse est que ceux-ci ont très bien fait leur travail en organisant des lieux de débats et de témoignages, surtout dans la presse nationale. Or, on sait bien que la presse régionale fait l'opinion et, en région, cela n'a pas toujours été le cas. Je pense que, de la même manière qu'en ce qui concerne Beur FM nous sommes habitués à traiter les sujets qui nous touchent de plein fouet, les journalistes français, dans leur écrasante majorité, ont été concernés en tant qu'individus, en tant qu'Occidentaux, par l'événement du 11 septembre. Ils ont quand même une part de subjectivité lorsqu'ils traitent des sujets ou qu'ils impriment une ligne éditoriale. Souvent, les médias nous appellent parce qu'ils sont à la recherche de témoignages ou d'éléments d'information : lorsque la principale chaîne de télévision privée française m'a appelé pour me demander « *entre 18 et 19 heures, tel jour, un jeune qui s'engage dans les mouvements islamistes, etc.* », je lui ai demandé de quelle couleur on souhaitait que soit la kalachnikov!

Lorsqu'il n'y a pas d'images et peu d'informations, l'expertise vient aider le journaliste à construire son sujet et à légitimer sa parole, mais, finalement, on reste un peu sur sa faim. Il est vrai que l'expert de nature scientifique, sociologue ou chercheur, est intéressant, mais pourquoi ne pas lui donner le nom de « scientifique » ou de « chercheur », car un expert est quelqu'un qui explique une part de vérité et, dans la société civile, dans certaines associations, certaines personnes peuvent aussi détenir une part de vérité et apporter un éclairage, une forme d'expertise. Sur Beur FM, nous avons bousculé la grille d'informations, nous avons fait de nombreux flashes, des éditions spéciales. Nous n'avons pas d'énormes moyens, mais nous avons quand même envoyé des correspondants au Pakistan et en Afghanistan, nous en avons envoyé un au Qatar, au moment de la conférence islamique. Sur l'antenne, nous avons invité des experts comme Pascal Boniface, Gilles Keppel, Olivier Weber..., des gens comme Hubert Védrine, Paul Quilès, François Loncle, Jean-Marc Ayrault ; nous avons fait intervenir des acteurs comme Rony Braumann ou comme l'Association « Afghanistan libre », Mohamed Chaachimi, qui est président de l'Association pour l'indépendance et les libertés en Afghanistan et des religieux comme David Boubakeur, Sahid Bensheikh, de nombreuses associations, le Groupe d'amitié islamo-chrétien, etc.

Nous avons donc essayé d'alimenter l'antenne avec des invités et des témoignages, et nous avons aussi multiplié les antennes libres, car les auditeurs avaient vraiment envie de s'exprimer et de parler. Nous avons également reçu des gens de radio comme la Radio communautaire juive, et des représentants de la presse arabe. Nous avons souhaité avoir l'impression du Maghreb, puisque nous avons un correspondant permanent en Algérie. Nous avons fait des « radio-trottoirs ». Nous avons organisé des rendez-vous comme celui qui a eu lieu à la Maison de la chimie avec *L'Humanité*, *Témoignage chrétien* et le journal *Réforme* sur « La logique de guerre ». Donc, nous avons essayé de glaner ici et là le plus de témoignages et d'éléments pour faire notre information de la manière la plus objective possible. Nous nous sommes associés à la journée du deuil, et cela a été contesté chez certains de nos auditeurs et certains confrères de la communauté. Nous avons diffusé *La prière de l'absent*, et nous avons répondu aux opposants que, dans les tours, il y avait aussi des personnes de confession musulmane, et qu'il était tout à fait logique que nous nous associons au deuil. Ensuite, nous avons passé *Imagine* de John Lennon, comme beaucoup de radios musicales. Mais, tout cela, nous l'avons relativisé parce que, sans faire du tiers-mondisme un peu dépassé, il faut d'abord savoir que, sur l'antenne, l'ensemble des gens condamnaient les attentats mais, très vite, le sentiment s'est exprimé que les États-Unis ont récolté le fruit de leur politique ou de leur non-politique, soit en soutenant des causes de manière inconditionnelle comme Israël, ou en faisant la sourde oreille par rapport à certains régimes qui oppriment leur population.

Finalement, il y a deux mamelles qui irriguent ce terrorisme odieux, qui détruit des vies, et les États-Unis sont responsables de soutenir des régimes autoritaires et dictatoriaux, qu'ils soient marxistes ou islamistes, peu importe! - du moment que les États-Unis font leurs puits de pétrole, qu'ils acheminent leurs gazoducs, ce n'est pas leur problème. Les populations de tous ces régimes fascisants n'ont pas d'autres moyens que de s'exprimer dans une forme de théologie de la libération, les mosquées et l'engagement islamiste. Il y a donc vraiment un sentiment qu'il existe deux poids, deux mesures: les peuples irakien, kurde ou tchéchène connaissent déjà la guerre depuis de nombreuses années et, s'il faut faire un deuil, il faut le faire pour tous ces gens-là. Des dizaines de milliers d'enfants irakiens sont morts depuis l'embargo, et on se demande pourquoi tant d'images, de paroles, alors qu'on n'en a jamais fait autant pour toutes ces autres causes qui sont légitimes et justes.

Pour conclure, je dirai que la ligne éditoriale de Beur FM a été inchangée, même si nous avons bousculé un peu sur la forme nos

éditions. Par exemple, nous n'employons pas à tort et à travers le mot « terroriste ». L'attentat du 11 septembre est évidemment du terrorisme, mais en Algérie où il y a eu environ 150 000 morts, où il y a une guerre civile, un mouvement contre le régime en place, même s'il y a ici ou là des actes mafieux périphériques, il faut avoir le courage de dire que ce n'est pas la même chose que les attentats du 11 septembre. En Tchétchénie, ce ne sont pas forcément non plus des terroristes qui se battent contre les Russes, pas plus que ne sont des terroristes ceux qui, en Palestine, luttent pour leur indépendance et veulent un État palestinien.

De la manière dont l'information est véhiculée, dans la mesure où on combat mondialement le terrorisme, on met dans le même mot toutes les situations et tous les enjeux, ce qui est assez grave. Lorsque nous parlons de l'armée israélienne, nous ne parlons jamais de Tsahal, pas davantage que nous ne disons que c'est l'Oncle Sam qui est en Afghanistan: dire Tsahal, c'est banaliser et humaniser une armée qui tue, qui opprime et qui colonise. Nous mettons toujours en perspective les sources d'informations. Ainsi, il y a deux jours, j'entendais évoquer le nombre de morts à Bethléem: à France Info, on nous dit qu'il y a eu six morts et on passe à autre chose; or, le gouvernement israélien parle de six morts, l'Autorité palestinienne parle de neuf morts et le FDLP parle de quatorze morts. Un mort, c'est un mort de trop, mais il faut quand même mettre en perspective les sources d'information; or, en donnant un chiffre brut, on prend une responsabilité qui peut causer des dommages dans la tête de celui qui entend l'information. Concernant les bombardements en Afghanistan, on nous dit qu'il y a eu « dix bombardements et trois morts ». Pourquoi trois morts et pas cinquante, cinq cents ou douze? On entend des informations, et on doit les prendre pour argent comptant. Par exemple, on entend évoquer à l'antenne tel terroriste « franco-algérien », « franco-marocain »: souvent, il est français, et on lui associe une nationalité d'origine.

Depuis quelque temps, nous avons modifié un peu notre antenne, mais, surtout, chaque événement intérieur français qui touche la communauté maghrébine prend aujourd'hui un relief particulier à cause de la situation internationale. À propos du match de football France-Algérie, on a entendu Arlette Chabot dire: « ces immigrés »; on a entendu, le lendemain, France Info parler du « choc des civilisations »: où est le choc des civilisations? C'est un événement somme toute assez banal. De la même manière, le 17 octobre dernier, à propos d'AZF à Toulouse, on a d'emblée parlé d'attentat et on a même accusé quelqu'un d'origine tunisienne, avant de revenir sur cette information. L'intervention américaine en Afghanistan donne une connotation particulière à tous les événements, y compris ceux qui touchent l'Hexagone.

Jérôme Bouvier

Puisque vous insistez, à juste titre, sur l'importance du vocabulaire, quel mot utilisez-vous, à Beur FM, pour dire « extrémiste musulman » ? Fondamentaliste musulman? Islamiste?

Nacer Kettane

Par exemple, lorsqu'on parle de l'Algérie, on ne dit jamais « les terroristes » mais « un groupe islamique armé ». Lorsqu'on parle de certaines formes d'intégrisme, on parle de « fondamentalisme ». Pour nous, c'est simple: l'islamisme commence le jour où un Musulman reproche à un autre de ne pas être assez musulman. Aucun Musulman sur terre ne peut reprocher à un autre Musulman de ne pas l'être assez : c'est le début de l'islamisme, de la politisation du Coran. L'islamisme, c'est de la violence politique. Nous faisons la distinction entre le fondamentalisme qui est le rigorisme, l'exégèse de l'Islam comme au temps de la vie du Prophète, et l'islamisme qui est un acte politique très violent. Nous pensons que l'irruption d'images comme celles d'Al-Jazirah, l'existence de médias comme les nôtres, relativisent les idées reçues et des réflexes pavloviens. La crédibilité de certaines informations, à la fois dans leur rythme, leur forme et leur fond, est sujette à caution. Un rééquilibrage est nécessaire dans un contexte de mondialisation où la préservation de certaines libertés individuelles et collectives ne semble pas toujours garantie à l'époque d'aujourd'hui où Vigipirate fonctionne avec énergie.

Jérôme Bouvier

Eddy Fougier fait partie de ces experts que nous évoquons. Êtes-vous capable de dire non à un média qui vous demande d'intervenir et, sur une question particulière, de lui conseiller d'appeler quelqu'un d'autre? C'est une question que l'on se pose souvent, car on a l'impression que pour beaucoup d'experts qui travaillent dans l'ombre sur un sujet, pendant des années, il faut profiter au maximum de ces expositions médiatiques, même si c'est un peu à côté des domaines sur lesquels on travaille.

Eddy Fougier

IFRI

Il y a une certaine logique de concurrence entre les Instituts. Il y a une forme de rivalité entre l'IFRI -l'Institut français de recherches

internationales-, la FRS -la Fondation pour la recherche stratégique-, l'IRIS -l'Institut de recherches internationales et stratégiques- et le CERI -le Centre d'études de relations internationales- qui dépend de la Fondation nationale de sciences politiques. Il y a une logique de concurrence entre ces instituts et, dans les premiers jours qui ont suivi les attentats, tout le monde me disait que l'on voyait untel de l'IRIS, untel de la FRS: « *Que fait l'IFRI ?* »

Une autre dimension est la volonté, en tant qu'experts, d'expliquer un certain nombre d'éléments: par exemple, autour de Gênes, il y avait une demande d'explication face à ce qu'étaient les jeunes radicaux, face au mouvement anti-mondialisation, face à l'ampleur que prenait ce mouvement, face à la violence, et la nécessité d'apporter une certaine forme de connaissance était importante. Il faut reconnaître qu'à partir d'un certain stade, on avait l'impression de toujours répéter les mêmes choses et, honnêtement, il y a des entretiens que j'ai regretté de faire. Quand nous sommes appelés par une rédaction, il y a différentes formes de préoccupations chez les journalistes. Cela peut être des précisions, des informations, des sources cartographiques - cela a été le cas récemment sur les ressources en Asie Centrale -, une confirmation sur certains points: par exemple, un journaliste m'a demandé si c'était un rite chez les terroristes islamiques de porter quatre caleçons superposés et, sur ces questions, nous ne répondons pas, car ce n'est pas sérieux. Mais on m'a demandé des portraits psychologiques de Ben Laden ou encore, une rédaction m'a demandé quelqu'un pour faire un portrait de la Secrétaire nationale à la sécurité américaine pour savoir si elle était sympathique, etc.

La palette est donc très large. Les questions portent sur le point de vue du chercheur spécialiste d'un thème pour étayer un reportage, pour participer à un débat télévisé ou pour réaliser un entretien publié dans la presse. Il y a deux formes d'approche des journalistes à l'IFRI. Il y a d'abord une petite cellule de communication qui a été mise en place au début de l'année; mon numéro de téléphone est sur le site Internet de l'IFRI, et les journalistes appellent directement. Une autre possibilité pour eux est de faire appel aux chercheurs qu'ils connaissent. Nous avons des spécialistes régionaux - Asie, Russie et ex-Union soviétique, Moyen-Orient, etc. -, des spécialistes économiques et des spécialistes en matière de sécurité, relations transatlantiques, États-Unis, etc.

Nous avons été sollicités, dans un premier temps pour ce qui concernait les États-Unis, le 11 septembre, puis sur le nom d'experts, y compris n'appartenant pas à l'IFRI. Dans ce cas-là, j'essaie d'envoyer systématiquement à des personnes compétentes et, notamment, je

renvoie systématiquement à Olivier Roy en ce qui concerne l'Afghanistan et l'Asie Centrale. Il m'est même arrivé de donner le numéro de téléphone de Pascal Boniface, de l'IRIS. Depuis les événements, nous avons reçu beaucoup plus d'appels et, également, des appels de médias assez nouveaux par rapport à l'habitude. Au-delà des Échos, de Libération, du Figaro et du Monde, nous avons été sollicités par des médias « grand public » puisque j'ai eu, par exemple, des appels de VSD, de Paris Match...

Cela pose la question du rapport à l'actualité et nous nous la posons nous-mêmes actuellement: faut-il que nous passions un temps important sur le commentaire d'actualité, ou bien devons-nous nous focaliser sur la réflexion de fond? Sur le commentaire d'actualité, il y a une logique de concurrence avec les autres instituts et, comme toute logique de concurrence, il y a un public, des ressources et nous nous battons pour des ressources assez faibles; nous avons des membres individuels, des membres sociétaires, et nous sommes obligés de répondre à ces demandes. Nous l'avons fait sous deux formes: quelques jours après les événements, nous avons fait une page spéciale sur notre site internet, avec les principales contributions de l'IFRI sur ces thèmes-là; puis, le 17 septembre, nous avons organisé une conférence avec les principaux chercheurs de l'IFRI sur l'analyse, quelques jours après les événements, pour essayer de tirer les grandes lignes de force, les origines et les enjeux de ces événements. Depuis lors, nous organisons des conférences sur des points très précis comme, très récemment, sur le blanchiment de l'argent, sur la situation en Afghanistan, sur les relations dans le monde arabe, etc. Néanmoins, nous privilégions en priorité, parce que c'est notre raison d'être, une réflexion de fond et, actuellement, pour tous nos programmes de recherche nous ajoutons « après le 11 septembre ».

D'autres instituts ont choisi de publier très rapidement des ouvrages: c'est une réaction à chaud et le risque est que ce soit un peu trop rapide et très vite dépassé. Il y a là un problème de déontologie par rapport à l'expertise. Il y a une certaine forme de contradiction entre la logique médiatique, notamment face à des éditions spéciales avec la nécessité de comprendre et d'analyser à chaud les événements, et la logique de l'expertise qui est de prendre du recul, de regrouper des sources et, surtout, contrairement à ce que disait Vincent Hervouet, de ne pas faire parler son intuition. L'événement a eu lieu à 15 h 10 et j'ai eu les premiers appels à 15 h 30 pour avoir les réactions à chaud: nous ne savions même pas s'il s'agissait d'attentats et, le soir même, des « experts » commençaient à parler de « choc des civilisations », ce qui est assez grave puisque nous ne connaissions même pas l'origine des auteurs des attentats.

De ce point de vue-là, la remarque de Jacqueline Costa-Lascoux était juste: il y a une limite à l'expertise. Dans l'urgence, les journalistes appellent toujours les mêmes « bons clients » qui répètent toujours la même chose, à savoir que *« tout a changé et que ce ne sera plus jamais comme avant »* et, en l'occurrence, il est vrai que les meilleurs experts ne sont peut-être pas disponibles -au moment des attentats, Olivier Roy était à la frontière afghane- ou ne passent peut-être pas bien à la télévision et n'apprécient peut-être pas non plus l'exercice. On a effectivement l'impression de voir toujours les mêmes, qui sont experts sur n'importe quel thème et qui ne sont peut-être pas les gens les plus pointus. Je parle là des experts et non des consultants. D'ailleurs, à l'IFRI, le mot « expert » est un peu tabou et nous préférons celui de « chercheur » ou de « spécialiste », parce que, justement, il y a cette connotation un peu négative.

Jérôme Bouvier

Avez-vous une demande en matière de durée? À la rédaction de France-Culture, nous avons passé une convention avec le CNRS pour essayer de donner la parole à de nouveaux chercheurs il y a maintenant deux ans. Nous avons eu un long débat avec ces chercheurs, qui sont au nombre de 1.200 ou 1.300 et, avant de faire le choix d'environ quarante-vingt jeunes chercheurs, beaucoup nous ont dit qu'ils ne voulaient pas, parce qu'ils considèrent que l'on ne peut pas sérieusement exposer une pensée en 50 secondes, 1 minute ou 1minute15. Ils acceptaient à la condition qu'on leur accorde, lorsqu'on fait appel à eux, dix minutes ou un quart d'heure, un temps minimum de la réflexion. Cela fait-il partie de vos exigences ou de vos demandes ?

Eddy Fougier

Les chercheurs réagissent de manière individuelle. J'ai eu un débat avec un chercheur à l'IFRI, lorsque Paris Match nous avait demandé une expertise sur les groupes islamistes: je lui conseillais de répondre, parce que c'est important de passer un peu de temps pour s'adresser à un grand public qui n'est pas spécialement informé sur ces thèmes-là. Je crois que la personne n'a pas voulu parce que, justement, elle avait peur que des phrases soient coupées et qu'on lui fasse dire ce qu'elle n'avait pas dit sur des sujets extrêmement sensibles, avec la garantie de l'expert. Certains préfèrent les entretiens dans la presse écrite, parce qu'ils ont plus le temps d'exposer leur point de vue. Les expériences que j'ai eues sont de cet ordre : on parle beaucoup, le journaliste fait le point, il nous envoie le texte et on donne son aval. Alors qu'à la télévision, on a très

peu de temps, donc on va à l'essentiel, et on fait de la très grande vulgarisation. C'est un exercice frustrant pour le chercheur, mais extrêmement utile: il vaut mieux que ce soit un spécialiste qui parle de ces thèmes-là que, par exemple sur l'anti-mondialisation, un acteur ou un policier.

Robert Solé

Médiateur, Le Monde

Je ne peux parler que de mon poste d'observation de Médiateur du Monde, c'est-à-dire celui qui reçoit les critiques, les plaintes, les suggestions et les compliments éventuels des lecteurs, qui y fait écho, dans le « Courrier des lecteurs » ou, le week-end, dans une chronique. J'exerce la même fonction que mon confrère Jean-Claude Allanic, qui en a très bien parlé précédemment, avec le petit supplément que j'ai le privilège de pouvoir donner un avis sur ce qu'a fait le journal.

Au mois de juin, nous avons reçu 1.300 lettres et, au mois de septembre, elles étaient 2.800. Depuis les événements du 11 septembre, les gens écrivent donc beaucoup, et ont besoin de s'exprimer, quitte à paraphraser ce qu'ils ont lu ou entendu ailleurs. Tout cela est évidemment favorisé par internet: sur ces 2.800 lettres qui passent par la petite cellule que j'anime, il y a 2.000 courriels. Internet permet de réagir plus vite, de façon plus brève, souvent de plus loin puisque des lecteurs nous écrivent d'ailleurs, des États-Unis, parfois en anglais. Ce qui est nouveau, c'est que nous avons parfois des non-lecteurs qui écrivent au journal. Ce qui me frappe, c'est que cette abondance de courrier correspond à la quantité de lecteurs: on lit beaucoup plus la presse écrite depuis le 11 septembre. On peut dire que les événements d'Afghanistan, comme la Guerre du Golfe, ne sont pas visibles, donc on cherche dans la presse écrite ce qu'on ne voit pas. Mais, en réalité, les événements du 11 septembre étaient en quelque sorte faits pour la télévision; c'était un événement réellement télévisé, en couleurs et les télévisions, comme les radios, malgré des défauts, ont été excellentes.

On aurait pu penser que les gens étaient saturés: or comme on l'a dit dans ce débat, ce n'est pas du tout le cas, et ils en redemandent. Je constate que cet événement « télévisé » est en réalité un événement presque fait pour un journal comme *Le Monde*, très spécialisé, qui a une capacité à se mobiliser devant un tel événement assez impressionnante - c'est également vrai pour d'autres journaux, comme *Le Figaro* qui, certains jours, a fait 17 pages. Se met en place une mécanique, avec une excitation des journalistes un peu troublante, un peu malsaine, mais c'est

ainsi ! C'est comme cela que ça fonctionne et c'est cette excitation qui fait aussi cette inflation de pages, de colonnes, d'articles, d'informations. Chaque spécialiste de chaque secteur a des choses à dire et tout le monde veut s'exprimer sur l'événement. Plus un journal est spécialisé, ce qui est le cas du *Monde*, plus on s'exprime et plus on produit de pages. Mais, quand la mécanique se met en branle, il devient très difficile de l'arrêter. On en fait beaucoup et parfois trop. Je pense d'ailleurs, au-delà des événements qui nous occupent que tous nos médias ont tendance à faire trop de tout, parce qu'il y a une sorte d'émulation, de concurrence, qui ne se limite plus à chaque secteur : un quotidien national n'a plus seulement pour concurrent les autres quotidiens nationaux, toute la presse écrite, mais il a en réalité pour concurrent la presse écrite, la presse radio, la presse télé et internet; la concurrence est générale et, dans la presse écrite, on a tendance à vouloir en faire plus que l'audiovisuel pour montrer que l'écrit a un avenir, ce qui nous amène à en faire énormément. Je crois que l'on a du mal, arrivé à un certain moment, à s'arrêter et j'ai un peu peur de ce que cela provoque chez le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur, qui me donne l'impression d'être un peu étourdi par tout ce qu'on lui envoie sur des événements très troublants où tout le monde, y compris nous, est un peu perdu. Nous faisons des commentaires clairs et péremptaires, prenant position, mais sur des événements sur lesquels nous flottons tous.

À propos des experts, au *Monde*, nous avons des auteurs de « Points de vue » ou des personnes interviewées : nous interrogeons des acteurs de l'actualité ou des spécialistes, et leur posons des questions que nous avons choisies. Quant aux « Points de vue », ils sont de trois natures : ceux que l'on reçoit spontanément -et nous en recevons des centaines actuellement-, ceux que nous sollicitons, et les articles que nous achetons à la presse internationale. Pour ma part, je ne suis pas contre les experts. Je trouve que c'est un enrichissement, à condition de bien les choisir et qu'ils disent des choses intelligentes. Je trouve quand même que dans les réactions des lecteurs, les plus critiques s'adressent non pas aux journalistes du Monde mais aux experts: on réagit essentiellement à des points de vue ou à des spécialistes parfois de façon très vive.

Pour conclure sur une note polémique, lorsqu'on dit « expert », je pense à quelque chose qui m'a beaucoup frappé le 11 septembre : je ne connais pas cette personne et elle nous était apparue extrêmement sympathique sur les antennes de plusieurs chaînes de télévision. Un spécialiste de l'aéronautique nous expliquait avec une grande compétence et une force de conviction formidable, que l'on n'avait pas besoin d'être pilote pour détourner un avion vers les tours du World

Trade Center et que, d'ailleurs, on voyait bien que l'avion n'avait pas bien visé et qu'il était arrivé sur l'impact un peu de travers. J'ai été très convaincu par cela. Or, dès le lendemain, tous les autres experts nous ont expliqué qu'au contraire, il fallait des années de préparation, etc.

Jérôme Bouvier

Pour la polémique, l'affirmation selon laquelle « *Nous sommes tous des Américains* », est-ce un spécialiste ou un expert qui l'a écrite?

Robert Solé

C'est le titre d'un éditorial publié le 12 septembre par le directeur du Monde. C'était un article assez « balancé », mais qui était titré ainsi. C'était fait à chaud et, en réalité, de mon point de vue, il voulait dire : « *Nous sommes tous New Yorkais* ». Toujours est-il que cet article nous a valu énormément de réactions, pas forcément tout de suite, mais même trois semaines après, disant : « *Je ne suis pas Américain.* » Et j'ai fait une chronique qui s'appelait : « *Tous Afghans ?* », pour rendre compte de tout cela. C'est typique d'une réaction d'un éditorialiste dans l'émotion du 11 septembre et des réactions, avec le recul, de la part des lecteurs.

Jérôme Bouvier

En tout cas, tout cela nous avait amenés, trois jours plus tard, à faire sur France Culture un magazine : « *Sommes-nous tous anti-Américains ?* », comme quoi cela provoque le débat!

Participante non identifiée

Je ne suis pas experte mais simple citoyenne, et j'ai été choquée par les propos de Nacer Kettane. Sa définition du terrorisme ne me paraît pas tout à fait normale : en Algérie, lorsque des jeunes filles sont presque chaque jour assassinées, égorgées, dans des mariages, etc., comment appeler cela sinon du terrorisme? D'autre part, quoi qu'aient fait les Américains, je ne vois pourquoi a eu lieu cette vengeance terrible dans ces deux tours : tous les pays ont des passés, tous ont fait des bêtises, des magouilles... Beur FM a observé les minutes de silence parce que, a-t-il dit, il y avait aussi des gens de confession musulmane : et les autres, que sont-ils? Des robots? Des vers? Ce sont des gens!

Nacer Kettane

Concernant l'Algérie, j'ai expliqué que depuis maintenant une dizaine d'années, il y avait eu à peu près 150.000 morts. Il y a un vrai

problème de guerre civile, une vraie lutte, un régime autoritaire et, qu'on le veuille ou non, un mouvement de contestation de ce régime. Les groupes armés s'exercent et j'ai vécu, y compris dans ma chair et dans ma famille, les actes que vous dénoncez, mais il est clair que des gens qui veulent renverser ce pouvoir luttent et ont, y compris, des pratiques terroristes. Mais on ne peut pas assimiler cette échelle de contestation au niveau d'un pays et d'une guerre civile à des fous furieux qui envoient des avions, s'estimant auto-investis d'une mission divine pour installer la justice sur terre. Il ne faut pas mélanger les deux choses. De la même manière que ceux qui luttent pour installer un État palestinien ne sont pas des terroristes. Je fais la part des choses, et je mets en perspective ce mot parce que, si on ne le fait pas, on passera par pertes et profits tous les gens qui se battent à travers la planète, y compris pour leurs aspirations justes de démocratie.

Jérôme Bouvier

C'est vrai qu'il y a un risque de « gros temps » pour les minorités. Maintenant, Monsieur Poutine a un « permis de chasse » durable chez les Tchétchènes, et on n'ira plus l'embêter à ce propos. Je pense que c'est aussi ce qui voulait être dit.

Odile Ambry

Journaliste, Tocsin

Je voulais savoir si les femmes étaient soudainement devenues une « minorité » parce que, lorsque je regarde cette table ronde, je n'en vois pas ; lorsque je regarde les experts, à la radio ou à la télévision, c'est la même chose, à l'exception notoire d'une dame que nous avons beaucoup entendue sur les États-Unis et c'est l'un des points que je voulais évoquer sur la question de l'expertise. Dans ce que j'ai pu voir ou entendre, l'expertise en France sur les États-Unis paraissait être résumée à une ou deux personnes, toujours les mêmes. Or, il y a en France une richesse de points de vue, autre que ceux très classiques, que l'on aurait pu largement évoquer et qui ont été cruellement absents des analyses.

Je voulais aussi évoquer, concernant la différence entre « expert » et « consultant », le fait que certains sont payés et pas d'autres, ce qui fait également une différence sur la façon dont ils vont s'exprimer, les propos qu'ils vont tenir et la fréquence avec laquelle ils vont intervenir. S'ils sont payés, mensualisés par une chaîne, sont-ils journalistes ou ne le sont-ils pas ? Quelle est la frange entre quelqu'un qui reçoit de l'argent pour s'exprimer régulièrement et quelqu'un qui vient le faire

gracieusement pour qu'on parle de lui, parce que la médiatisation est agréable? N'y a-t-il pas aussi un problème de langue, et des experts n'ont-ils pas pu s'exprimer parce qu'on avait peur du temps que prendrait la traduction, dans des langues pas toujours bien connues, etc. ? Seule RFI n'a pas ce problème, mais la plupart des autres médias l'ont.

Richard Labévière

Il faut voir l'évolution dans le temps. Je reviens à ma fameuse topique: l'émotion, le factuel, l'essai de compréhension, etc. C'est faire un mauvais procès que dire que nous avons fait appel aux mêmes experts. La plupart des médias qui ont couvert l'événement ont justement fait l'effort d'aller chercher ailleurs: on a d'ailleurs évoqué précédemment l'utilisation de récits de romanciers et d'ethnologues. Les médias audiovisuels ont beaucoup appris, semble-t-il, depuis la Guerre du Golfe, et de vrais correctifs ont été opérés. Sur la question de la langue, c'est souvent un problème de format. Dans un « Journal télévisé », une interview dure au maximum 15 secondes, et on est face à un problème de mise en page.

Jérôme Bouvier

La question de la langue est un vrai problème, et c'est un réel handicap pour les médias que de rester francophones, y compris sur France Culture, où on développe, parfois jusqu'à l'excès, la longueur des formats. Nous avons tenté de faire des émissions avec des experts arabophones ou lusophones et c'est inaudible: au bout de dix minutes, on ne peut pas tenir l'écoute d'une expertise traduite, d'autant que cela gêne la relance et la vivacité du débat. Arte arrive péniblement à pallier la difficulté, mais sur France Culture, au-delà de deux ou trois minutes, je ne prends plus le risque de diffuser une parole traduite d'expert ou d'acteur.

Richard Labévière

On parlait de l'Arabie Saoudite, et nous avons ramené un « sonore » du Prince Saoud Al-Fayçal, ministre des Affaires étrangères, qui ne s'exprime presque jamais: nous l'avons diffusé dans le cadre du journal du Proche-Orient, de 18 h 30 à 19 heures sur cinq minutes, en indiquant que la traduction serait peut-être un peu pénible à suivre, mais que c'était un « document ».

Jérôme Bouvier

Même si cette visite guidée de Ryad était quand même particulièrement encadrée, puisque nous n'avons pas réussi, les uns ou les autres, à aller simplement marcher trois mètres sur les trottoirs de cette ville souriante!

Aymeric Vincenot

AFP

Je voulais souligner le traitement très faible, avant le 11 septembre, de l'actualité internationale par la presse française. On a l'impression que les journalistes français découvrent que l'Afghanistan et le Pakistan existent, depuis les attentats. Ben Laden, ce n'est pas nouveau: il y a eu les attentats de Nairobi et de Dar-es-Salam en 1998, il est déjà plus ou moins impliqué dans l'attentat du World Trade Center en 1993; le Pakistan a l'arme nucléaire depuis quelques années, il a été en conflit avec l'Inde, et c'est une région du monde dont on sait qu'elle risque, à plus ou moins long terme, de basculer, et personne ne s'y est jamais intéressé. Or, on remarque, d'après ce que disait Robert Solé, que les lecteurs sont très intéressés. Les événements du 11 septembre vont-ils contribuer à rediriger les journalistes vers l'actualité internationale, qui est plus chère, mais qui est aussi très importante?

Robert Solé

Bien sûr, l'actualité internationale est très importante. *Le Monde* s'appelle « Le Monde » : il y a une tradition de couverture des événements internationaux. Des secteurs se sont affaiblis et d'autres se sont énormément renforcés. Lorsque les événements du 11 septembre se sont produits, nous avions quelqu'un à Kaboul, ce qui n'est pas un hasard, et qui nous a beaucoup servi. Mais il est vrai que cet événement que nous vivons est un événement total: c'est l'événement international dans toute sa splendeur. Ce n'est pas seulement un événement de politique internationale, c'est un événement religieux, politique, militaire, etc. Le danger est que, chaque fois, on se focalise sur un événement et qu'ensuite, on le laisse tomber. Par exemple, nous avons publié des centaines de pages sur le Kosovo. Nous avons noyé complètement nos lecteurs, puis on est passé à autre chose. Aujourd'hui, c'est l'Afghanistan et demain, je ne sais pas ce que ce sera. Pour ma part, je préférerais que l'on équilibre davantage et qu'il y ait un suivi de l'information.

Lorsque je suis entré au *Monde*, il y a plus de trente ans, il y avait une règle que j'ai toujours retenue : reprendre le lecteur là où on l'avait laissé, c'est-à-dire assurer un suivi de l'information. Je crains qu'actuellement -mais c'est vrai tant pour la presse écrite que pour les radios ou les télévisions- une focalisation sur un seul événement soit telle que l'on se détourne des autres, faute de place et faute de temps.

Jérôme Bouvier

Je crains aussi beaucoup lorsqu'on fait des « tiroirs ». Je pense qu'il y a, dans la diversité médiatique, beaucoup d'approches et beaucoup de médias qui laissent une grande place à l'international. Je suis à peu près certain que, même vous, auriez volontiers laissé passer il y a quelques mois, les informations sur le Cachemire ou sur l'Afghanistan : là, il y a un appétit énorme d'informations sur ces questions. Pourtant, j'ai fait récemment une émission sur le Cachemire, et il y avait un très gros dossier de presse, contenant énormément d'articles qui, à l'époque, avaient été très peu lus parce que l'appétit n'était pas là. Il y a quand même une offre internationale pour celui qui veut y accéder, ne serait-ce qu'en écoutant RFI.

Robert Solé

Je crois que nos catégories « Événement international », « Événement national », sont un peu dépassées. Je suis très étonné de constater, depuis le 11 septembre, le traitement dans la presse française de l'Islam. Pour la première fois, on a abordé la question au fond. Je trouve que dans tous les malheurs qui nous assaillent depuis ces événements, dans tous les dérapages, dans tous les risques d'amalgames, etc., il y a quelque chose de positif à condition de bien le faire : dans le cas de l'Islam, on commence à entrer dans le sujet alors que, jusque-là, on ne traitait que le Ramadan ou un débat sur une mosquée ici ou là. Aujourd'hui, des gens se réclament de l'Islam, qui est, certes, un Islam dévoyé, et il est très important d'approfondir ce débat, car c'est un manque de respect pour les Musulmans que de ne pas l'aborder ■

LE TRAITEMENT DE LA CRISE SUITE AUX ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

Postface, janvier 2003

gg

LE TRAITEMENT DE LA CRISE SUITE AUX ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

LE TRAITEMENT DE LA CRISE SUITE AUX ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE